

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

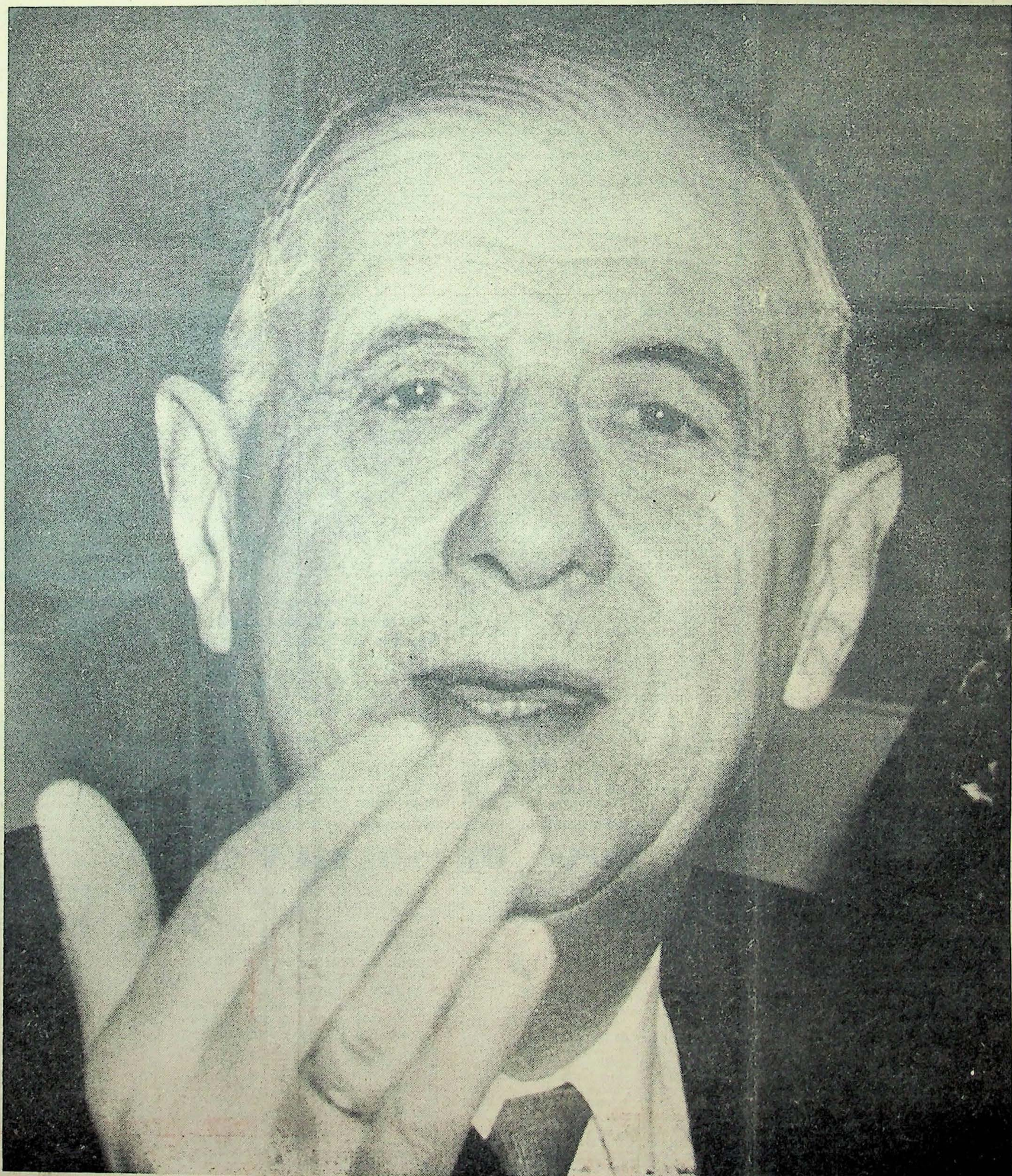
SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 192. — 25 AVRIL 1964

LES 10 CONTRE-VÉRITÉS DE DE GAULLE A LA TV



(Photo Agip.)

NUMÉRO SPÉCIAL DU 1^{er} MAI

L'HISTOIRE DU 1^{er} MAI

par Pierre NAVILLE
et Maurice DOMMANGET.

UNE GRANDE ENQUÊTE SUR LA SITUATION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS EN FRANCE

par D. LAURY, M. COMBES,
P. HESPEL, C. LAVEZZI,
M. KAGAN, C. GUERCHE.

WILSON ET LE PARTI TRAVAILLISTE

par Gérard DENECKER.

Diffusez ce numéro
très largement

Vendez-le à la criée

Organisez des ventes
de masse

Passez sans tarder
vos commandes
supplémentaires

54, boulevard Garibaldi
PARIS-15^e SUF. 19-20

La vie du Parti

TOUS AU PARC DE SCEAUX

DIMANCHE 26 AVRIL A 15 HEURES

pour manifester contre la force de frappe et pour le désarmement général

APPEL A TOUS NOS AMIS

De bonnes nouvelles nous sont parvenues de la plupart de nos fédérations.

Les élections cantonales ont démontré la vitalité du P.S.U. et nous ont donné trois sujets de satisfaction : 1° nous avons conquis des sièges ; 2° nous avons gagné des voix d'une manière absolue et en pourcentage dans beaucoup de départements ; 3° notre mot d'ordre : « Unir la gauche, mais rien que la gauche », a été compris par le suffrage universel puisque, lorsque le candidat P.S.U. a été au deuxième tour de scrutin seul à lutter contre la réaction, il a gagné un grand nombre de voix, même lorsque les autres partis, qui se réclament du socialisme, avaient donné d'autres mots d'ordre.

Mais les efforts pour accroître la diffusion de « Tribune Socialiste » et en particulier le nombre de ses abonnés n'ont pas été partout suffisants. Notre objectif des 10.000 abonnés est loin d'être atteint. L'expérience prouve cependant qu'il est facile de décider les hésitants et les négligents à faire leur devoir si, dans chaque section, la tâche est confiée à un responsable et méthodiquement entreprise. Notre journal, de l'avis général, s'améliore de semaine en semaine.

Je demande instamment à tous ses amis et à tous ses lecteurs d'organiser une campagne acharnée d'abonnements, et de placer des bons de soutien : faites de nouvelles commandes à l'administration du journal.

Puis-je enfin demander une fois de plus, en particulier à ceux qui ont la chance de disposer d'une certaine aisance, d'envoyer, s'ils ne l'ont pas encore fait, le montant de leur souscription et de leurs cotisations volontaires au compte du P.S.U. - C.C.P. Paris 14.020-44 ? Si vous connaissiez les versements qui ont été effectués par des personnes disposant de ressources modestes, vous accompliriez immédiatement un gros effort. N'hésitez pas. Nous avons besoin de vous.

Envoyez-nous, d'autre part, des noms et adresses de sympathisants et d'amis que nous pourrions toucher. Merci à tous.

Edouard Depreux.

Lyon : meeting antifranquiste

Le jeudi 16 avril, s'est déroulé, à Lyon, un meeting pour la libération de l'Espagne du joug franquiste. L'assistance de près de 1.000 personnes est réconfortante pour les organisateurs qui se sont heurtés à de nombreuses difficultés pour préparer ce meeting.

Car il faut le souligner, les affiches de Lecoïn furent systématiquement détruites par la police locale.

Pourquoi ? Sur cette affiche on voyait une photo représentant le général Franco et Hitler passant en revue un détachement de l'armée franquiste. Au cours de ce meeting, soutenu par les organisations suivantes : Ligue des Droits de l'Homme, C.F.T.C., C.G.T.-F.O., Parti S.F.I.O., P.S.U., L.I.C.A., Fédération de l'Education nationale, S.N.I., S.N.E.S., S.N.E.T., Syndicat général de l'Education nationale, M.I.A.J., Alliance syndicale Espa-

BONS DE SOUTIEN

La campagne de vente des bons de soutien se poursuit. De partout, on nous réclame de nouveaux carnets. Voici d'ailleurs quelques extraits de lettres :

Nièvre. — Veux-tu avoir l'obligance de m'envoyer par retour 10 nouveaux carnets de bons de soutien. Les soixante-quinze carnets précédents sont d'ores et déjà à peu près tous placés. Je réglerai tous les envois en une seule fois.

Loire (le 2 avril). — J'ai bien reçu les 20 carnets supplémentaires commandés le 22 mars, ceux-ci ayant été rapidement réclamés par deux sections, je te demande de m'adresser un nouvel envoi de 10 carnets.

(le 7 avril). — Peux-tu m'envoyer à nouveau, par retour, 15 carnets de bons de soutien.

Lot-et-Garonne. — Je vous prie de me faire parvenir 10 carnets en plus,

gnole (C.N.T., U.G.T., S.T.V.), Fédération anarchiste, il y eu six prises de parole. Le fascisme du régime franquiste fut très largement évoqué.

Notre camarade Paulette Lacaze, vice-présidente de la Ligue des Droits de l'Homme du Rhône, a tenu à remercier et rappela le combat que mène Lecoïn pour le statut des objecteurs de conscience. Rappela l'énergie et le courage de Lecoïn qui lutte actuellement de toutes des forces pour que l'Espagne retrouve la liberté. Barthélemy, au nom du P.S.U., dénonça toutes les manœuvres du régime gaulliste pour un rapprochement avec l'Espagne franquiste. Après un bref rappel des diverses rencontres des ministres français avec le gouvernement espagnol, Barthélemy rappela aux travailleurs la nécessité de lutter au nom de l'internationalisme prolétarien coude à coude avec le peuple espagnol.

Depardou, au nom de la C.F.T.C., exprima les mêmes préoccupations du monde ouvrier, l'urgence de s'organiser pour soutenir financièrement les grèves de nos camarades espagnols.

Car le soutien symbolique, les prises de position sans effets durables ne sont que duperies. Remontant dans l'Histoire, il dit combien la France porte une part de responsabilité dans l'instauration de ce régime fasciste. Michel Blum donna aux Lyonnais des informations précises sur le fonctionnement de la justice en Espagne et la répression qui frappe les militants.

Auguste Bontemps rappela la compréhension de plus en plus grande que rencontre le Comité de soutien aux victimes du franquisme.

Le représentant de la F.E.N. souligna l'action des enseignants en faveur de l'Espagne libre.

Tous les orateurs devaient souligner et demander la libération des jeunes libertaires encore emprisonnés ; ceci se traduisit dans plusieurs motions envoyées au Premier ministre français pour exiger la relaxation de ces jeunes.

Elections

à Rosny-Villemomble

Nos camarades de Rosny-Villemomble, après une campagne dynamique animée par E. Depreux et Claude Bourdet, ont obtenu un résultat flatteur pour un canton fait sur mesure pour l'U.N.R. : 5,5 p. cent des voix (en augmentation de 1,50 p. cent sur le pourcentage des législatives de 1962). Souhaitons que le deuxième tour voie un succès de la gauche unie, comme l'avaient souhaité les sections P.S.U. de Rosny et de Villemomble dès le premier tour.

Montrouge :

« Médecine libérale ou Service National de Santé »

La prochaine réunion du cercle d'études socialistes de Montrouge aura lieu le vendredi 24 avril 1964, à 21 heures précises, à la Bourse du Travail, 75, avenue de la République, Montrouge.

Le problème traité sera « Médecine libérale ou Service national de santé ».

L'exposé introductif sera fait par le Dr Behar, assistant à la Faculté de médecine de Paris.

afin de pouvoir servir tous ceux qui sont susceptibles de recueillir des fonds.

Haute-Marne. — Veuillez m'envoyer encore 10 carnets de bons de soutien.

Aude. — Tous les carnets de bons de soutien sont placés, je te prie de m'en faire parvenir 10 de plus.

Haute-Saône. — Envoyer 15 carnets supplémentaires au camarade Derrier.

Corrèze. — Pouvez-vous m'envoyer, dès que possible, 10 nouveaux carnets de bons de soutien ? Certains camarades ont terminé et espèrent en placer encore. Je vais relancer ceux qui ne m'ont encore rien adressé et peut-être pourrai-je vous en commander d'autres.

Somme. — Je vous commande 15 carnets de bons de soutien, en espérant pouvoir renouveler ma commande...

Communiqué

du Bureau national du P.S.U.

Le président sortant dresse de la situation économique un tableau qui le satisfait ; ni les paysans, ni les ouvriers licenciés de Saint-Nazaire ou d'Hennebont, ni les mal-logés, ni les étudiants sans salles de travail, ne se reconnaîtront dans ces chiffres contestables. Pourtant, tout le discours le prouve, le pouvoir est sur la défensive et sent le besoin de justifier une gestion critiquée dans des secteurs de plus en plus larges de l'opinion.

De Gaulle ne trompera personne en préconisant des solutions que sa pratique contredit chaque jour : il évoque une politique des revenus, un plan et non des dispositions saccadées au moment où Pompidou et Giscard abandonnent les mesures timides du IV^e Plan et redonnent au secteur privé une entière liberté, y compris dans le domaine du logement ; il prône la constitution d'un ensemble indépendant des deux blocs, mais lui donne comme support sa force de frappe pointée contre l'U.R.S.S. et facteur de guerre froide ; il dénonce le « protectorat » américain, mais s'entend sur l'affaire Bull avec la General Electric ; il condamne le cartérisme mais fixe comme mobiles à la coopération les intérêts du nationalisme, tandis qu'il définit des champs d'action dont la situation actuelle au Gabon fixe la signification réelle.

Au tableau truqué du général candidat, les forces populaires se doivent d'opposer publiquement le bilan négatif de cinq années de gestion gaulliste ; elles doivent définir et défendre ensemble une autre politique, conçue dans l'intérêt des travailleurs.

16 avril 1964.

Avez-vous pris note ?

Si vous n'êtes pas encore passé 81, rue Mademoiselle pour voir l'aménagement des locaux occupés par le Bureau National du P.S.U., la rédaction de Tribune Socialiste, les Fédérations de Paris et de Seine-Banlieue, la Salle de réunions, n'hésitez pas à le faire.

Des camarades se feront un plaisir de vous guider.

Notez bien les numéros de téléphone :
— P.S.U. : SUF 06-70.
— Fédération de Paris : SUF 06-71.
— Seine Banlieue : FON 22-60.
— Rédaction T. S. : FON 22-60.
L'administration de Tribune Socialiste est, nous vous le rappelons, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e). Tél. : SUF 19-20.

Nécrologie

Il y aura trois mois, le 25 avril, une importante délégation de la Fédération de Seine-Maritime du P.S.U. conduisait à sa dernière demeure notre camarade Michel Cohou, décédé prématurément, victime de son dévouement.

Aussi, nous tenons à rappeler ce que fut notre camarade.

Evoker le militantisme de Michel Cohou, c'est faire l'historique de toutes les œuvres mutualistes de quelque importance de ce département. Il fut, en effet, le créateur et l'animateur du Foyer des P. T. T., de l'Union Mutualiste Rouennaise, des Pharmacies Mutualistes de Sotteville, Oissel, Grand-Couronne, des Centres d'Optique et d'Orthopédie d'Elbeuf et de Rouen, du Laboratoire d'Analyses Médicales de Rouen, de la Coopérative Nationale du Confort et de l'Assurance des Travailleurs Mutualistes... entre autres. Aussi n'est-ce pas étonnant qu'un millier de personnes se soient retrouvées à ses obsèques pour lesquelles aucun faire-part n'avait été envoyé ou publié, selon la volonté de notre camarade. Les 70.000 familles de l'agglomération rouennaise qui bénéficient des services mutualistes qu'il avait créés et tous ses amis lui rendaient ainsi un ultime et bien modeste hommage.

Parmi les camarades du P.S.U. ce fut la consternation : Michel Cohou avait été, en 1958, le créateur du P.S.A. dans ce département ; il fut un des premiers secrétaires fédéraux du P.S.U. Si son état de santé le tenait, depuis quelque temps, éloigné de la bataille politique, il n'en restait pas moins la « conscience politique » de nombreux camarades qui trouvaient, auprès de lui, amitié, encouragements, conseils et aide... Aucun de ceux qui ont milité aux côtés de Michel depuis 1958, n'oubliera le dynamisme extraordinaire et l'enthousiasme de notre camarade, notre vie militante en est à jamais marquée.

A Mme Cohou son épouse, à ses deux enfants et à sa maman, nous renouvelons ici l'expression de notre amitié attristée.

LE BILAN TRUQUÉ DE DE GAULLE

par M. RUNGIS

LE soir même de l'allocution télévisée de de Gaulle, le Bureau national du P.S.U. qualifiait « de tableau truqué » le bilan auto-satisfait du chef de l'Etat. Truqué, c'est le moins qu'on puisse dire, quand on connaît les chiffres auxquels a prétendu se référer le général-président, et leur signification.

En fait, dix minutes ont suffi au chef de l'Etat pour proférer dix trucages graves, ce qui constitue une cadence redoutable d'intoxication des Français. Et un singulier compte rendu de mandat. Dix trucages dont plusieurs visaient volontairement à mystifier l'opinion, si les autres pouvaient passer, à la rigueur, pour de simples erreurs de calculs.

Ces dix trucages, quels sont-ils ? On peut les classer en deux groupes. Les quatre premiers tiennent de la vantardise, de la roublardise du batteleur de foire, qui force la note et exagère sa propagande pour convaincre un auditoire sceptique. Ce sont, à notre avis, les moins graves.

Les seconds — il y en a six — sont les plus conséquents : ils visent à donner de la société contemporaine et de la place de la France dans le monde une idée complètement fautive, de façon à justifier le choix réactionnaire du régime gaulliste : politique antisociale, à l'intérieur, et orgueilleux militarisme, à l'extérieur. Voyons ces deux séries de contre-vérités.

La vantardise gaulliste

1 « DE 1952 A LA FIN DE 1963, CE QUE GAGNE LA FRANCE A AUGMENTE DE 30 p. 100 », a déclaré de Gaulle.

C'est faux. La comptabilité nationale montre qu'en 1958 le produit national brut de la France s'élevait à 203,1 milliards de francs (valeur 1956) ; cinq ans plus tard, le produit national atteignait (en francs de même valeur) 257,9 milliards, soit un progrès de 26,9 p. 100.

Encore convient-il d'ajouter que de Gaulle choisit volontairement la base de comparaison qui lui est le plus favorable, car 1958 fut une mauvaise année — à cause du régime gaulliste, précisément ! — pour la production. Si l'on parlait de 1957, année assez prospère, la comparaison serait moins favorable : 29,7 p. 100, soit moins de 4,5 p. 100 l'an en moyenne. C'est précisément ce que veut éviter de Gaulle.

2 « LE REVENU DE LA FRANCE S'ACCROIT EN MOYENNE DE 5,5 p. 100 PAR AN », affirme en effet de Gaulle.

Nous venons de voir que cela est faux. Même si l'on prend 1958 comme point de départ, le rythme de croissance du produit national n'est que de 5 p. 100 par an. Il ne faut d'ailleurs pas croire que c'est la production moyenne des Français qui s'accroît de 5 p. 100 par an ; mais celle de l'ensemble de la nation, dont la population s'est accrue de 7,5 p. 100 en cinq ans. De sorte que l'augmentation moyenne de la production par habitant a été depuis cinq ans de 3,5 p. 100 par an. On est loin des 5,5 p. 100 avancés triomphalement par de Gaulle.

3 « LE NIVEAU DE VIE DES FRANÇAIS S'EST ELEVE DE 21 p. 100 EN CINQ ANS », a encore déclaré le chef de l'Etat.

C'est encore faux. Le revenu national par habitant s'est accru en cinq ans de 18,2 p. 100, soit 3,5 p. 100 seulement par an (et non 4 p. 100 comme l'affirme de Gaulle). Par rapport à 1957, dernière année d'avant l'accès du gaullisme au pouvoir, le progrès est de 18,9 p. 100 en six ans, soit moins de 3 p. 100 par an. Le général a, on le voit, grossi d'un tiers la réalité !

Ce n'est pourtant pas le plus grave.

De Gaulle nie l'aggravation des inégalités sociales

Le plus grave, c'est que de Gaulle, en avançant des chiffres moyens, en parlant « des Français », comme s'ils étaient identiques, nie le phénomène social dramatique de notre époque : l'aggravation de plus en plus rapide des inégalités

sociales. Nous entrons ici dans la seconde série de trucages, la plus dangereuse.

4 « MEME POUR CERTAINES CATEGORIES, QUI, JUSQU'EN 1958, SEMBLAIENT LES MOINS AVANTAGEES, L'AMELIORATION A, DEPUIS LORS, DEPASSE CES CHIFFRES », affirme de Gaulle.

Le verbe « sembler » est un euphémisme ! L'inégalité sociale, on le sait, va de 1 à 1.500 en France, si l'on compare le revenu du paysan économiquement faible à celui du groupe des plus gros clients du fisc. Après déduction de l'impôt progressif, la hiérarchie reste encore de 1 à plus de 500 ! On peut carrément parler de groupes exploités, non ?

Or, en citant des moyennes nationales, de Gaulle fait comme si les revenus de tous les Français progressaient du même pas. Là est la mystification principale.

L'expérience montre — nous l'avons souvent dit ici, depuis des années — exactement le contraire. Des chiffres ? Pour les quatre dernières années connues de façon quasi parfaite par les statisticiens (1957 à 1961, période qui comprend trois des cinq années citées par de Gaulle), le pouvoir d'achat des cadres salariés a augmenté en moyenne de 12 p. 100, celui des employés de 10 p. 100, celui des ouvriers de 7,9 p. 100, celui des salariés payés au S.M.I.C. a même stagné ! Est-ce clair ?

Pareillement, le pouvoir d'achat des travailleurs de province n'a cessé d'accroître son retard sur celui des salariés parisiens ; celui des pères de famille sur celui des célibataires ; celui des vieux sur celui des personnes en âge de travailler, etc. Que dire, au contraire, de l'avance prise par les profits (industriels et commerciaux) et les rentes des spéculateurs fonciers ?...

C'est cette réalité que de Gaulle veut cacher, pour faire croire que la France gaulliste est le meilleur des mondes possibles. Croit-il vraiment tromper les travailleurs, qui peuvent, par leur propre expérience, comparer le petit progrès de leur niveau de vie à l'énorme luxe qui s'étale autour d'eux, dans les « beaux quartiers » et lors des périodes de vacances ?

On peut se contenter de quelques chiffres simples pour confondre de Gaulle : en cinq ans, le pouvoir d'achat du salaire horaire a augmenté de 14,3 p. 100 et celui des prestations familiales diminué de 0,3 p. 100. Le pouvoir d'achat de la famille ouvrière moyenne (3 enfants) a donc augmenté de 10 p. 100 seulement en cinq ans (2 p. 100 par an) ; on est loin des 18 p. 100 de hausse du revenu national moyen par habitant, et plus encore de 21 p. 100 cités par de Gaulle.

Encore s'agit-il là du salarié du secteur privé. Le père de famille du secteur public (dont le salaire a augmenté moins vite) est encore plus défavorisé : de l'ordre de 7 p. 100 de progrès seulement en cinq ans, alors que de Gaulle parle de 21 p. 100 !

5 DE GAULLE CITE DEUX CAS, POUR ETAYER SA THESE DU « RATTRAPAGE » DES GROUPES « LES MOINS FAVORISES » : LES SALARIES DE L'ETAT ET LES PAYSANS.

Les deux fois, il se moque du monde. La Fédération de l'Education nationale a rétabli la vérité : en cinq ans, les traitements des fonctionnaires ont augmenté de 40 p. 100 (en francs) soit, compte tenu de 26 p. 100 de hausse des prix, de 11 p. 100 en pouvoir d'achat. On n'est qu'à mi-chemin des 21 p. 100 de de Gaulle : le « rattrapage » est, en réalité, un retard supplémentaire. D'ailleurs, bien connu des salariés de l'Etat, qui le dénoncent bruyamment depuis des années.

Deuxième exemple de de Gaulle : les paysans. Or, il n'existe encore, à leur sujet, que des statistiques balbutiantes de revenus. On ne saurait s'appuyer fermement sur elles (1). Au demeurant, elles ne montrent pas les 5 p. 100 de progrès moyen avancés par de Gaulle, et que le secrétaire général de la F.N.S.E.A., Bruel, a aussitôt démentis. S'il y a eu progrès pour les paysans — et c'est incontestable — le rythme n'est pas celui-là.

Pour avancer ces contre-vérités, de Gaulle a d'ailleurs dû changer de références : alors qu'il parlait jusqu'ici des cinq ans de son règne, il n'a cité que « cette année » (1963 ou 1964 ?) pour évoquer le cas des fonctionnaires et des salariés du secteur national.

6 Tout va bien pour les écoles, le logement, les hôpitaux...

« LES CREDITS SE SONT ACCRUS POUR LA SANTE PUBLIQUE DE 57 p. 100, POUR LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DE 100 p. 100, POUR L'EDUCATION NATIONALE DE 136 p. 100, POUR LA JEUNESSE ET LES SPORTS DE 139 p. 100. »

Ici, le batteleur forain réapparaît. Alors qu'il parlait jusqu'ici en franc de valeur constante — seul moyen de faire des comparaisons valables dans le temps — il se met à utiliser les francs « courants » dépréciés d'année en année par l'inflation. Mais il ne le signale pas à l'auditeur.

Car, parler en francs « constants », l'aurait obligé à ramener ses pourcentages à 28 p. 100 pour la Santé publique, à 59 p. 100 pour la recherche scientifique, à 92 p. 100 pour l'Education nationale et à 94 p. 100 pour la jeunesse et les sports. Cela aurait fait beaucoup moins beau dans le tableau et montré, notamment, que les hôpitaux, en dépit des promesses répétées, n'ont fait l'objet d'aucun effort particulier.

Quant à l'Education nationale, si elle a été mieux traitée, l'effort dont elle a bénéficié est resté dramatiquement insuffisant. Combien manque-t-il de collèges techniques, de lycées, de locaux universitaires, de grandes écoles, de laboratoires ? Au colloque du C.N.A.L., dimanche, on a même rappelé que le retard des réalisations sur les besoins minima recensés par la commission du IV^e Plan s'aggravait d'année en année : 10 p. 100 en 1962, 15 p. 100 l'année suivante, 20 p. 100 cette année.

Ne parlons pas de la construction : alors qu'il manque environ 3 millions de logements pour loger décemment les familles françaises — c'est-à-dire essentiellement les familles populaires, victimes principales de la crise — la construction d'H.L.M. locatives se ralentit !

7 « LE PLAN DE STABILISATION... REGULARISE L'AVANCE DE CHACUN », ajoute sans rire le général.

Mais de qui donc l'avance des revenus est-elle « régularisée » ? Des salariés de l'Etat, à qui Pompidou répète : 4 p. 100 par an (soit moins de 2 p. 100 en pouvoir d'achat), pas plus ! Des paysans, à qui de Gaulle refuse toute hausse des prix agricoles à la production ? Des familles, dont on n'augmente pas les prestations familiales, malgré la hausse des prix. Et, par ricochet, des salariés du secteur privé, dont le patronat repousse plus énergiquement qu'avant les revendications, en prétextant le blocage gouvernemental des prix industriels.

Mais les revenus du patronat ? Ceux des commerçants et des professions libérales ? Les profits des spéculateurs de tous poils ? Sont-ils « régularisés », ceux-là ? Bien sûr que non. Là aussi, de Gaulle cherche à mystifier l'opinion, en accréditant l'idée d'un traitement identique pour tous les Français.

Cela ne prendra pas plus que ses homélies contre l'inflation. A qui donc faut-il imputer la responsabilité de la hausse des prix de 27 p. 100 qui s'est produite depuis son arrivée au pouvoir ? Aux « revendicateurs » ou aux responsables gaullistes de l'économie française ?

8 Où sont les « mesures » sur la politique des revenus ?

« IL NOUS FAUT DESORMAIS UNE POLITIQUE DES REVENUS, COMPORTANT UN ENSEMBLE DE MESURES COHERENTES. »

Vraiment ? Mais alors, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas pris quelques mesures pratiques et précises, à la suite de la « conférence des revenus » qui a siégé durant quatre mois ? Il s'est con-

tenté — comme le suggérait le commissaire au Plan — d'inventer des procédures, de créer des commissions d'études, des groupes de travail chargés d'enquêtes...

Mais des « mesures cohérentes » que proposaient les syndicats, les agriculteurs, les organisations familiales — en faveur des plus défavorisés, justement — il n'en a pris aucune, renvoyant tout cela à plus tard. On ne peut être plus cynique, assurément.

9 « LA LOI DE NOTRE EPOQUE, CE N'EST PLUS LA LUTTE PERMANENTE ET SYSTEMATIQUE DES INTERETS, MAIS BIEN L'ORGANISATION DE NOTRE SOLIDARITE ECONOMIQUE ET SOCIALE. »

Après tout ce que nous avons dit, il est à peine besoin d'insister sur l'inexactitude du vieux mythe gaulliste de la société sans lutte de classes. De Gaulle reprend son dada préféré : tous les hommes sont frères, ils ne s'opposent pas (et, sous-entendu : je suis leur bon guide).

C'est sot et faux. C'est par la lutte que les travailleurs ont conquis le peu qu'ils ont obtenu sous le règne gaulliste, et non grâce à la sollicitude du pouvoir, ou à la « solidarité » des classes dirigeantes à leur égard. Le pouvoir, il a dit successivement : « Je ne recule pas », « Il faut casser les syndicats », « Pas plus de 4 p. 100 par an », « La grève est sans objet », etc. Est-ce cela l'« organisation de la solidarité » ? Et comment se fait-il que les nantis profitent si bien de l'enrichissement national et les faibles si mal, si la « solidarité » est « organisée » ? Vraiment, la farce ne fait pas rire.

Citons encore deux chiffres pour en montrer la stupidité : le IV^e Plan est à mi-chemin de son exécution. Quels sont les résultats de l'« organisation de la solidarité » qu'il implique ? En deux ans (1962 et 1963), le pouvoir d'achat de la famille ouvrière moyenne a augmenté moitié moins vite que celui prévu par le Plan (4,9 p. 100 au lieu de 10 p. 100), alors, pourtant, que les objectifs de production du Plan étaient atteints (+ 11,3 p. 100 en deux ans).

Qui donc a profité de la richesse supplémentaire dont ont été frustrés les familles populaires ? Ceux qui ont su faire jouer à leur profit la fameuse « solidarité » du général.

10 « LA FRANCE EST EN DANGER DE DESTRUCTION ET D'INVASION... S'INTERDIRE LES MOYENS PROPRES A DISSUADE L'ADVERSAIRE, CE SERAIT ATTIRER LA FOUDRE TOUT EN SE PRIVANT DE PARATONNERRE. »

C'est tout le problème de la « force de frappe ». Sommairement, rappelons quelques arguments démontrant l'inanité des affirmations gaullistes. Quel danger d'invasion menace la France ? L'U.R.S.S. a assez à faire avec la Chine pour — à supposer qu'elle en ait envie ! — s'occuper d'envahir qui que ce soit. Dissuader l'adversaire ? Comment la France pourrait-elle vraiment faire peur à l'U.R.S.S. alors que 2 ou 3 seulement des futurs bombardiers français porteurs de bombe « A » pourraient parvenir en U.R.S.S. (en cas de conflit), tandis que 10 des 100 fusées russes (à bombe 200 fois plus puissante que la nôtre) anéantiraient totalement la France ?

Les Etats-Unis peuvent intimider l'U.R.S.S. ; la petite « force de frappe » gaulliste pas. C'est donc un simple argument d'intoxication de l'opinion qu'a employé le général, argument habituel d'ailleurs dans la poémiologie gaulliste, où l'U.R.S.S. et, selon les années, la « grande alliée continentale » héri-tière des tsars, ou l'« hégémonie totalitaire et conquérante » à repousser.

L'anticommuniste a toujours été un thème familier du gaullisme. Le général-président s'est simplement abaissé un peu plus, en y recourant, à complet contre-temps.

Mais pourquoi pas un dixième trucage, après neuf autres !

(1) Pour 1963, par exemple, le ministère des Finances avance des chiffres qui font apparaître un progrès de 9,9 p. 100, tandis que les dirigeants agricoles en citent d'autres, qui démontrent un recul de 1 p. 100 !

LE CAMPING EN 1964 : un moyen économique de passer des vacances



(Photo A.D.P.)

Au Salon du Camping, à la Porte de Versailles. Des maisons de toile pour tous les goûts et pour toutes les bourses.

Il y a seulement une dizaine d'années, le camping était encore considéré par beaucoup, et notamment par la jeunesse, comme sinon un sport, du moins une activité physique de plein air.

Dès vendredi soir, on pouvait voir dans le métro, dans la rue et dans le voisinage des gares parisiennes des groupes de jeunes garçons et filles à l'allure sportive, en tenue de « campeurs » — blues-jeans et pull — courbés sous le poids des sacs à dos, prendre joyeusement le chemin de la forêt. Le camping était libre, il permettait un repos complet pour les uns, une détente pour d'autres, ou encore procurait-il pour un grand nombre le moyen de sillonner les routes à la recherche des sites dont

on profite avec joie entre quelques amis.

Le camping avait ses « mordus » qui campaient même l'hiver pendant les fêtes de Noël et du jour de l'An. Ses spécialistes qui, sur un simple coup d'œil, savaient dénicher le meilleur emplacement pour planter la tente, en fonction du vent, de la pluie ou du soleil. La plupart des tentes étaient du type canadienne dont la hauteur ne dépassait guère 1,30 m et lorsque par hasard dans un coin s'élevait une tente à taille d'homme, le bruit courait rapidement qu'un bourgeois s'était égaré dans la forêt.

Ces images quelque peu préhistoriques font aujourd'hui sourire. De nos jours, cette forme primaire, mais combien agréable, du camping a totalement disparu. Seul le nom subsiste. Le camping a évolué. Il a gagné de nombreux adeptes de tout âge, car il est un extraordinaire moyen économique pour passer des vacances. Se développant avec une rapidité surprenante, il s'est révélé partout un moteur extraordinaire pour le commerce local.

Sept millions de campeurs

Le commerce s'intéressant au camping, l'industrie a suivi le mouvement. Rapidement, par le jeu de la concurrence, les matériels devenaient plus économiques et plus variés. Le confort s'améliorait, les adultes de plus en plus nombreux ne considéraient plus le camping comme une activité incompatible avec leur âge. Puis l'ouverture un peu partout en France et dans l'Europe occidentale de terrains aménagés d'installations sanitaires où le ramassage des ordures est effectué régulièrement, où des commerçants passent dans le camp pour vendre leurs produits, a convaincu les plus récalcitrants. Aujourd'hui, les terrains sont fréquentés aussi bien par des personnes âgées, par des jeunes de tout âge, que par des bébés. Par voie de conséquence, le nombre de campeurs a plus que doublé en six ans. De trois millions en 1958, le camping compte aujourd'hui près de sept millions d'adeptes.

L'évolution des mœurs touristiques

au cours de ces dix dernières années ayant été marqué par la motorisation, l'antique sac à dos a pratiquement disparu. Aujourd'hui, sept sur dix campeurs possèdent un moyen de locomotion personnel. La voiture ou le cyclomoteur, loin d'être des objets de luxe, complètent agréablement cette forme économique qu'est le camping. La liberté d'action qu'accorde la voiture est un des charmes du voyage motorisé individuel. Contrairement au chemin de fer, aucun horaire à respecter. On voyage au gré de sa fantaisie.

Une industrie en pleine expansion

De nos jours, le camping a pris une place importante dans l'économie nationale. Les six millions de campeurs en 1963 ont créé un mouvement d'affaires de plus de trois milliards de francs. A titre indicatif, signalons que ce chiffre d'affaires représente l'importance d'une de nos plus gran-

La progression du camping

Depuis la fin de la guerre, le nombre des campeurs double tous les cinq ans, comme le prouvent les chiffres suivants :

En 1950 :	1.000.000	de campeurs
En 1954 :	2.000.000	>
En 1957 :	3.000.000	>
En 1960 :	4.000.000	>
En 1961 :	4.500.000	>
En 1962 :	5.200.000	>
En 1963 :	6.170.000	>
En 1964 :	7.000.000	>

des firmes de construction automobile. Les industries du sport et du camping marquent depuis quelques années une progression extraordinaire. Un tel essor a pu être réalisé grâce aux qualités des produits, mais aussi à l'élégance des articles présentés sur le marché par les producteurs français. Si le camping a subi dans tous les domaines une évolution incroyable, le

poids reste l'ennemi numéro 1 du campeur, même s'il dispose d'une vaste voiture ou d'une remorque pour le transport des matériels.

Aussi la lutte entre les industriels du camping se situe sur deux fronts : celui des prix et du matériel léger.

Au Salon : nombreuses améliorations

Le Salon du Camping, qui se tient en ce moment au Parc des Expositions à la porte de Versailles, et ce jusqu'au 26 avril, montre combien les fabricants se préoccupent de satisfaire la nombreuse clientèle sur les deux critères indiqués plus haut.

Au point de vue prix, les méthodes modernes de fabrication permettent un abaissement sensible des prix de revient par une sortie des articles en grande série. D'autant plus que le camping gagnant régulièrement des adeptes cette tendance se fortifiera pour les raisons que nous venons de donner : plus de pratiquants, plus d'acheteurs, productions accrues et prix moins élevés.

Pour satisfaire la clientèle, les fabricants ont, cette année, apporté de nombreuses améliorations aux matériels. Ainsi, le camping devenant familial, les tables suivent le mouvement et leurs dimensions permettent souvent d'accueillir six ou huit personnes grâce à un jeu de rallonges. Même tendance dans le domaine de la tente où la plupart des nouveaux modèles, à des prix très abordables, sont conçus pour héberger six à huit personnes.

Mais c'est dans le domaine du matériel pliant que se situent des grandes nouveautés. Chaises, fauteuils, tables, matériels de cuisine, porte-réchaud, garde-manger, etc., ont reçu de nombreuses améliorations de détail qui, bien qu'échappant souvent à l'œil du profane, rendront de réels services aux utilisateurs.

Aujourd'hui, bien dormir en plein air n'est plus une performance. La petite « guerre » que se livrent les fabricants de matelas pneumatiques et les spécialistes du lit démontable a, là encore, obligé les antagonistes à livrer des articles très perfectionnés. Quoi qu'il en soit, les partisans du matelas pneumatique sont encore nombreux. Celui-ci possède l'avantage de n'être absolument pas encombrant. Dans le domaine du lit, une grande nouveauté : l'apparition du lit à deux places. Ce lit est, paraît-il, d'un confort exceptionnel. Il est muni d'un sommier en treillage métallique spécialement tissé à cet effet et suspendu par ressort à l'armature. Quant aux divers appareils de cuisine, ils sont légions. Le temps du feu de bois entre deux pierres, alimenté par quelques morceaux de « Méta », est à jamais disparu. Le camping-gaz règne en maître absolu. Vous avez le choix entre les bouteilles de 40 ou 70 heures. Réchauds simples ou à deux feux — pour l'éclairage, le chauffage et même pour la soudure.

Une remarque : le parc automobile du campeur étant dominé par des voitures de petites cylindrées, les campeurs s'orientent vers le remorquage de leur matériel et la vente de la remorque prend une grande ampleur. Les prix débutent à 400 francs.

Quant aux caravanes, qui représentent le camping à grand « standing », elles prolifèrent au Salon. Il y en a pour tous les goûts en attendant d'être à la portée de toutes les bourses. A titre indicatif, les premiers prix se situent aux environs de 4.000 francs pour une caravane 3-4 places au confort « relatif ».

Ce rapide survol du camping moderne montre que partir en vacances « sous la tente » n'est plus une exclusivité pour moins de 25 ans. Le camping est entré dans le domaine du courant. Le pittoresque et le charme d'antan ont peut-être disparu, mais pour faire place aux vacances économiques, accessibles au plus grand nombre.

Et, à la réflexion, cela nous semble préférable.

Dominique Laury.

LE BILLET DE JEAN BINOT

PROSTATE ET PÉTARD

Cette montée sur le billard présidentielle aura permis au régime de fournir un témoignage nouveau de ses maîtresses qualités : le tact et la mesure.

Ainsi avons-nous bénéficié d'un cours public et radiodiffusé sur la prostate, avec étude comparée de la prostate britannique et de la prostate gaillienne, lesquelles ne sauraient être confondues.

En outre, il a été révélé au bon peuple que, durant l'interrègne, il ne manquerait pas un bouton de guêtre à sa sécurité.

Si donc l'ennemi que vous savez, idéologique et subversif, s'avisait de nous saupoudrer l'Exagone, aussitôt le Pompidou de service presserait le bouton rouge du téléphone blanc, lui expédiant des repréailles bien de chez nous !

De sorte que nous ignorons encore si nous mourrons d'une inflammation de la vessie ou d'une inflammation de la modestie.

AU COLLOQUE DU C.N.A.L.

Scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans Unification de l'enseignement du second degré Nationalisation de l'enseignement

LE Comité national d'action laïque (C.N.A.L.) avait organisé, samedi 18 et dimanche 19 avril, à la salle des congrès de la Bourse du travail, un colloque sur les problèmes de l'Education nationale.

L'ordre du jour était le suivant :
1) Les besoins de l'Education nationale ;
2) La démocratisation de l'enseignement ;
3) L'indépendance de l'Université, la nationalisation.

Les rapports introductifs sur chacun de ces points ont été présentés respectivement par M. Charles Martial, membre du Conseil économique, M. Cornec, président de la Fédération des Conseils de parents d'élèves des écoles publiques ; enfin Georges Lauré, secrétaire général de la F.E.N.

Le C.N.A.L. avait invité les partis politiques et les organisations qui se sont depuis le début associés à ses efforts, à envoyer une délégation et à présenter des communications. C'est ainsi que sur la démocratisation, Robert Verdier, puis sur la nationalisation et l'indépendance de l'Université, Gilles Ferry, sont inter-

venus au nom du P.S.U. Nous donnons ci-dessous une analyse de leurs exposés. La délégation comprenait en outre Edouard Depreux, Jean Veillac et Aron.

La résolution finale, adoptée par toutes les organisations représentées, marque une atténuation très sensible des divergences qui avaient jusqu'ici séparé les organisations syndicales, en particulier le S.N.I. et le S.N.E.S. sur l'organisation des premières années de l'enseignement du second degré (nature de cet enseignement, recrutement des maîtres). Elle comporte également une nouvelle affirmation de la nécessité de procéder à la nationalisation.

Voici les points importants de cette résolution :

- nécessité d'un plan à longue échéance, conforme aux principales dispositions du plan Langevin-Wallon ;
- scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans ;
- organisation scolaire comprenant : un cycle pré-scolaire et un cycle élémentaire, jus-

qu'à 11 ans ; un cycle d'orientation de 11 à 15 ans ; un cycle de détermination de 15 à 18 ans, divisé en trois branches (théorique, professionnelle, pratique). Pour tous ces cycles, un personnel pourvu au moins d'une licence d'enseignement ;

— dans le cycle d'orientation, après une année d'enseignement commun, un enseignement différencié.

La résolution stipule enfin :

— « A titre de première étape... l'institution d'une année d'enseignement commun, même si provisoirement on ne dispose pas de tous les personnels dont la qualification est définie par le plan Langevin-Wallon. »

— « L'abandon par les partisans de l'école privée de la formule : « A l'école publique, fonds publics ; à l'école privée, fonds privés, rend en tout état de cause inéluctable l'intégration définitivement totale dans l'Education nationale des établissements et des personnels percevant des fonds publics, préface à la nationalisation de l'enseignement... »

Intervention de Gilles FERRY

L'EXPANSION et la démocratisation de l'enseignement ne sont possibles que si un statut nouveau de l'Université est instauré. Trois principes sont à retenir pour définir ce statut nouveau : laïcité, indépendance de l'Université, collaboration de l'Université avec les forces de la nation.

— Laïcité. L'école laïque est l'école ouverte à tous les enfants, assurant à tous une éducation ouverte sur autrui, dans le respect des diversités philosophiques et religieuses.

La laïcité ne se limite pas à faire coexister les enfants de toutes origines. Elle ne saurait être neutralisme ou abstentionnisme.

Le contenu positif de la laïcité, ce sont les valeurs fondamentales de la civilisation : confiance dans l'esprit critique, respect de la personne humaine, parti pris de libérer l'homme de toutes les servitudes et de toutes les aliénations, sens de la responsabilité au sein des groupes, esprit de coopération internationale.

— Indépendance de l'Université. La primauté des objectifs proprement éducatifs sur les objectifs économiques de l'enseignement est un des principes majeurs du socialisme.

L'Université ne doit pas être réduite au rôle de pourvoyeuse de la production. Sa tâche est de former chacun au mieux de ses aptitudes, d'épanouir sa personnalité et de le préparer à son rôle de citoyen responsable.

— Collaboration avec les forces de la nation. Les usagers de l'Université : parents et étudiants, doivent être associés étroitement à l'orientation et au fonctionnement de l'école. D'autre part, l'enseignement et la recherche scientifique doivent être liés aux organismes professionnels tant sur le plan local que sur le plan national.

Ainsi, l'Etat doit se mettre en mesure de prendre pleinement en charge l'ensemble des tâches d'éducation de manière à ce qu'elles soient orientées et animées en fonction de l'intérêt général de la nation. Mais l'Université doit être organisée de telle sorte qu'elle puisse renouveler son action pour s'adapter aux changements qui ne cessent de se produire dans la vie économique et sociale. Cette double exigence suppose une restructuration des services d'éducation dans le double sens d'une centralisation et d'une décentralisation.

Quelles mesures sont-elles à envisager pour un service national d'éducation conçu selon ces principes ?

— Ecole unique. Le service national d'éducation regroupe tous les enseignements et les services annexes actuellement dispensés entre diverses administrations. L'administration est unifiée ainsi que la formation des maîtres de manière à faire progressivement disparaître les particularismes de catégories.

— Ecole laïque. L'abrogation de la Loi Debré et l'intégration des établissements privés fonctionnant au ni-

veau de la scolarité obligatoire doit mettre fin au dualisme scolaire actuel.

Toutes facilités sont données aux enfants pour recevoir l'éducation philosophique ou religieuse que les parents entendent faire dispenser, mais en dehors des murs de l'école.

L'éducation civique visant à développer la sensibilité aux valeurs énoncées plus haut, à en approfondir le sens et à les mettre en pratique dans la vie scolaire, prend une place primordiale.

— Ecole indépendante. Pour échapper à l'influence des groupes de pression et à l'ingérence du gouvernement, la gestion des personnels de l'Education nationale doit se faire à l'échelon national. Les franchises



universitaires doivent être garanties et en particulier la liberté des enseignants.

Un mode de financement qui affranchisse l'Education nationale de la tutelle du ministère des Finances doit être institué.

Ces différentes mesures qui tendent à renforcer la centralisation du service national d'éducation ne peuvent se concevoir sans un mouvement inverse de déconcentration et de décentralisation.

La gestion d'une administration ministérielle gigantesque qui tendra à dépenser le tiers ou la moitié des budgets civils de l'Etat, à employer la moitié de ses fonctionnaires et qui fonctionne au bénéfice de dix millions d'usagers ne peut plus se concevoir dans une structure entièrement centralisée.

Si l'on veut que les services d'éducation soient à même d'innover, d'expérimenter, de s'adapter à des réalités en constante évolution, de travailler en collaboration avec les usagers, il faut déconcentrer et décentraliser la gestion administrative et l'activité pédagogique.

L'échelon de base de la gestion de l'Education nationale doit se trouver au niveau de l'Université régionale assez importante pour constituer un tout. Le recteur est élu par un Conseil régional groupant les représentants

du corps enseignant, des usagers (parents et étudiants), des représentants des assemblées politiques régionales et des comités régionaux du plan.

Cette représentation pluri-partite se retrouve à tous les niveaux.

Nous souhaitons que le colloque donne le départ à des études menées

en commun par toutes les organisations participantes pour préciser les modalités d'une nationalisation de l'enseignement, doser les attributions et les compétences des différents organismes de gestion et jeter ainsi les bases d'un système éducatif moderne et démocratique.

Intervention de Robert VERDIER

On doit se féliciter de l'organisation de ce colloque avec l'ordre du jour qu'il comporte. Ce serait une erreur, en effet, de se borner à livrer une bataille purement défensive contre les lois antilaïques : il faut que nous fassions la preuve de notre capacité à promouvoir une réforme d'ensemble qui adapte notre système d'enseignement aux nécessités nouvelles. Le principal problème est celui de la démocratisation.

Comment se fera-t-il aujourd'hui ?

Au niveau du premier degré, la démocratisation a été, pour l'essentiel, réalisée par la III^e République. Il suffit d'accroître les crédits pour développer les écoles maternelles, augmenter le nombre des maîtres, diminuer les effectifs des classes.

Quant à l'enseignement supérieur, c'est, assurément, celui qui est encore, et de loin, le plus difficilement accessible aux enfants des classes sociales déshéritées : il compte environ 5 p. 100 de fils de paysans, 3 p. 100 des fils d'ouvriers. Mais son accès est commandé par le passage dans l'enseignement du second degré.

C'est donc, pour l'immédiat, au niveau de celui-ci que doivent être réalisées les réformes tendant à une démocratisation.

A cet égard, il faut poser les principes suivants :

— Rendre l'accès au second degré effectivement possible pour les enfants de toutes les catégories sociales.

— Faire disparaître les clivages à cause desquels l'orientation procède encore du hasard ou des différences de fortune — organiser une orientation fondée sur les aptitudes.

— Retarder le plus possible l'heure des choix décisifs et irréversibles et libérer les familles de l'obsession du « gagne-pain » de l'adolescent.

L'application de ces principes suppose les mesures suivantes :

— Scolarité obligatoire prolongée jusqu'à 18 ans ; corrélativement, extension au second degré des mesures déjà appliquées dans le premier (gratuité des fournitures scolaires, etc.) ;

— Création, pour le cycle de 15 à 18 ans, d'établissements uniques. C'est un des points essentiels. L'expérience montre, en effet, que malgré l'uniformité des programmes des collèges d'enseignement général et des lycées jusqu'à la 3^e, les échanges entre les diverses sections demeurent peu nombreux (2 p. 100 environ) en raison de la séparation des établissements scolaires. Les cloisonnements verticaux doivent disparaître. En rassemblant tous les élèves dans le même bâtiment,

la correction des erreurs d'orientation, les réadaptations en cours d'études deviendront plus faciles. Les nouveaux établissements devront être considérablement réduits dans leurs dimensions et multipliés, de manière à l'approcher l'enseignement des élèves.

— L'enseignement, à ce niveau, devra être progressivement différencié. Unité d'établissement ne signifie pas uniformité ni affaiblissement général du niveau. Un effort considérable devra être fait pour élargir le recrutement des maîtres, assurer leur qualification, améliorer la formation pédagogique.

La démocratisation comporte un autre aspect : elle est aussi formation des citoyens. C'est pourquoi une place plus grande devra être faite à l'enseignement civique et à l'initiation aux questions économiques. Enfin, l'éducation permanente devra être organisée : les établissements scolaires devront devenir des foyers de culture.

Les organisations démocratiques et laïques ont une grande responsabilité : si elles ne réalisaient par leur accord sur un programme de réforme, elles faciliteraient les manœuvres du pouvoir qui cherche à démanteler l'enseignement public et dont les réformes partielles risquent de dénaturer les principes d'une véritable réforme.

Enfin, il faut affirmer que la réforme de l'enseignement doit avoir une priorité budgétaire. Procéder à des réformes de la structure actuelle, sans prévoir la disparition des classes pléthoriques, la multiplication des établissements et des maîtres, l'aide aux familles, c'est se contenter, comme le régime actuel, d'un bavardage démagogique.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

CUBA...

aujourd'hui

LE nom de Cuba déclenche certaines associations d'idées. Le romantisme des « barbudes », un peuple qui fait la révolution avec le cha-cha-cha, la fraternité raciale, la réforme agraire, le sucre, l'alphabétisation, la menace américaine... ; tout un stock d'idées toutes faites qui arrivent naturellement à notre esprit. La première constatation qui s'impose au visiteur, à l'ami de Cuba, c'est que ces idées reçues sont justes : le gouvernement révolutionnaire est assuré par une équipe qui conserve tout le dynamisme et toute la flamme de l'époque où une poignée d'hommes, dont personne de « sérieux » n'escomptait la réussite, implantaient un maquis dans la Sierra Maestra. Lors du débarquement des mercenaires à Playa Giron, les journalistes pensèrent un moment que Fidel Castro avait été assassiné ou enlevé, en effet on ne le voyait plus à La Havane. L'idée qu'il put être en personne avec les combattants semblait irréaliste : il en était pourtant ainsi. Lors du cyclone qui ravagea l'Est de l'île il y a quelques mois, Castro et d'autres membres du gouvernement allèrent encore sur place, tout de suite, manquèrent plusieurs fois de se noyer, pour être là et ne pas se borner à diriger, de la capitale, les secours.

Et le cha-cha-cha, enfin, le rythme afro-cubain, c'est vrai : les chansons révolutionnaires ont des airs tropicaux et, lorsque je vis dans un théâtre de La Havane le très beau spectacle du ballet folklorique qui se produit actuellement à Paris, il y avait, dans la salle, des spectateurs cubains, y compris les fameuses militiennes en treillis collant, talons hauts et pistolet au côté, qui se balançaient sur les fauteuils au rythme de la musique. L'alphabétisation a été une extraordinaire réussite, et pose maintenant les problèmes de ses conséquences : les services postaux, au moment de mon séjour (juillet 1963), étaient débordés parce que le courrier intérieur de l'île avait décuplé ; des milliers de gens, dans les campagnes, dans la Sierra, découvraient soudain qu'ils pouvaient écrire à leurs parents, à leurs amis. Quant à la menace américaine, elle continue à peser ; le blocus n'a pas pu être complet, mais il reste très gênant pour des tas de détails de la vie quotidienne, et si vous écrivez à un ami cubain par avion, votre lettre peut mettre un mois, ou être ouverte en route par des Américains curieux. Bref, comme le disait si bien Marker dans *Cuba Si*, il y a à Cuba un côté féérique, un côté « on vous a dit que c'était merveilleux, mais ne vous y trompez pas : c'est effectivement merveilleux ».

La remise en cause des idées reçues

Mais ces idées reçues aujourd'hui sur Cuba, et qui correspondent à la réalité, ne doivent pas nous masquer que Cuba, c'est le « fait » qui remet en question bien d'autres idées reçues, celles-là bien plus anciennes, enracinées et contestables.

Cuba, c'est la mise en question des schémas trop faciles sur le sous-développement. C'est d'abord la question : s'agit-il d'un pays vraiment sous-développé ? Dans quelle mesure ? En approfondissant l'on s'apercevra que les traits caractéristiques d'un pays sous-développé ne sont pas tous réunis à Cuba, et que sur certains points il s'agit d'un pays développé. L'intérêt de cette constatation n'est pas négligeable : une idée reçue qui a cours aujourd'hui veut que seuls les pays sous-développés puissent faire une révolution socialiste. Saverio Tutino, qui fut longtemps correspondant de *l'Unità* en France, et vit actuellement à Cuba, prépare un ouvrage sur ce thème ; il en tire d'intéressantes conclusions sur les possibilités réelles d'une révolution socialiste dans un pays développé. Et il ne s'agit pas de transformer le Massif central en Sierra Maestra !

Cuba a évité de s'aligner sur l'U.R.S.S. ou sur la Chine dans le débat qui divise aujourd'hui le mouvement communiste international ; il a refusé aussi bien de proposer une troisième tendance « cubaine » et garde la position de ceux qui se réservent d'adhérer à telle ou telle proposition selon leur propre jugement. Cette tournure d'esprit pourrait facilement être taxée d'hérésie, face aux chefs de file qui aiment bien qu'on les suive ; et pourtant l'autorité de Cuba n'en est pas diminuée, au contraire, et son prestige en est grandi.

Cuba est le seul pays communiste qui a un ambassadeur agréé au Vatican et un nonce à La Havane ; le seul pays communiste où le sectarisme antireligieux n'ait jamais été un danger, où l'attitude envers les prêtres contre-révolutionnaires ait été parfaitement ferme — et parfaitement comprise par la population. Cuba est le pays communiste qui a les liens les plus solides avec le monde arabe, par l'intermédiaire de l'Algérie, ce qui n'empêche nullement les Cubains de suivre avec attention ce qui se fait en Algérie, de s'en informer dans des déformations ou des analogies faciles et fausses. Même si, pendant une première période, ces analogies ont semblé leur masquer les réalités, Cuba est le pays communiste où le mouvement culturel est le plus libre, le plus dégagé de tout carcan sectaire ou bureaucratique ; là où l'on assiste, dans d'autres pays socialistes, à un effort lent et méritoire pour épouiller les dernières et tenaces survivances staliniennes, on rencontre à Cuba un débat, une discussion, ouverte et franche, des problèmes et nous ne pourrions ici que profiter des arguments échangés à propos du cinéma cubain (articles parus dans la presse cubaine fin 63-début 64) et des notions d'art et de marxisme.



LA HAVANE: C'est vraiment merveilleux.
Il y a à Cuba un côté féérique.

(Photo Tribune)

qui peut é
conte par
bonnes his
tout des g
sérieux Pa
des minist
« Y a-t-il
miste ? Ch
comprend «
dit : « M
t'occuperas
pour ça qu

Pour ét

ministre é
affirmé qu
pris cette
tant et ch
étude des
de l'écon

et le mo

L'influen
vement ré
peut diffi
Non seule
geants cub
se ranger
« avec les
ment de
troisième
cette attit
est un e
pour ceux
refusent
ques (et q
lement, de
que les C
bien !). Si
une lutte
un mythe
tâche qui
demeure
menée —
son de plu

CUBA ET L'AMÉRIQUE LATINE

Le 17 avril 1961, le monde apprenait que Cuba était attaqué par des forces nationalistes désireuses de chasser Castro et de rétablir un régime pro-américain.

Un ami cubain m'avoua ces derniers jours que, pour lui et ses camarades, l'annonce du débarquement leur fit craindre une attaque massive des « Marines » américains et que leur résolution commune fut de se défendre jusqu'au bout, en « desperados » que la force allait vaincre, mais qui préféreraient perdre la vie plutôt que de se retrouver avec leurs espérances anéanties.

Mais, ce jour-là, l'assaut n'avait pas l'ampleur d'une reconquête, seulement celle d'une attaque passionnée par des hommes qu'une propagande intensive avait abusés sur l'état d'esprit réel du peuple cubain.

Le débarquement fut un échec. Les uns reprochèrent aux U.S.A. de ne pas avoir mis, même clandestinement, plus de forces dans la bataille. Les autres, et nous en étions, furent heureux que cet échec puisse permettre à l'expérience cubaine de se continuer.

Nous savons maintenant qu'à Washington, Kennedy, Dulles, Mac Namara, le général Lemnitzer, Dean Rusk étudièrent le plan de débarquement à Cuba que leur proposait Manuel Francisco Artime et que le Président Kennedy, tout en reconnaissant la légitimité de l'attaque anticastriste, refusa d'y apporter l'appui américain afin de ne pas aggraver la tension mondiale.

Fidel Castro, alors, lança une brutale contre-attaque. Avec l'aide de son peuple, il annihila l'invasion et toute résistance cessant, Kennedy, qui se serait sans doute laissé fléchir si l'invasion avait été victorieuse, n'eut plus à intervenir. Cuba était sauvé.

Et Fidel Castro, prenant conscience ce jour-là que la survie de son pays nécessitait l'affirmation d'une alliance, prononça pour la première fois le mot de « socialisme » et se plaça sous la protection de l'Union soviétique.

La révolution cubaine continua donc son œuvre, n'évitant pas les querelles dogmatiques sur les degrés du « socialisme », mais cherchant toujours à le définir par rapport à la réalité économique et sociologique de Cuba.

C'est sans doute pour cette recherche et les leçons qu'elle donne que bien des pays d'Afrique sont attentifs à ce qui se passe à Cuba.

Ce qu'il nous paraît important de constater en cet anniversaire, c'est la place prise par Cuba face à l'existence politique de l'Amérique latine.

Une révolution socialiste

Il n'y a pas un pays de ce continent qui ne soit touché par la révolution cubaine, et tout homme de gauche en est un vibrant défenseur. Dans le livre « Où va l'Amérique latine ? », de L. Huberman et P. M. Sweezy (chez François Maspero) dont nous recommandons vivement la lecture, les auteurs, hommes de la gauche américaine, fixent nettement les deux sens du mot Révolution en Amérique latine.

1) Il signifie le renversement de la vieille classe dirigeante et l'accession au pouvoir d'une nouvelle classe dirigeante ;

2) Il signifie un changement radical dans les rapports de propriété.

Et ils concluent que « la seule révolution possible est celle qui renversera la loi bourgeoise et qui installera au pouvoir le paysannerie ou le prolétariat ou les deux ensemble », c'est-à-dire que « la seule révolution possible en Amérique latine est une révolution socialiste ».

Ces raisons expliquent pourquoi la révolution cubaine est l'espérance des travailleurs qui subissent le joug capitaliste.

Mais pour avoir des chances de succès, les révolutionnaires devront procéder à l'élimination des groupes de pression ; c'est-à-dire l'armée et l'argent, toujours financés par les capitaux américains.

Pour cela, ils devront être organisés politiquement et militairement.

Les « masses de misère » qui sont le lot de toutes les capitales sud-américaines, les paysans pauvres et les étudiants d'avant-garde ne sont pas encore suffisamment soudés pour aller jusqu'au bout d'une révolution.

Chaque pays d'Amérique latine présente un stade particulier d'évolution vers le socialisme et il n'y a pas de solution générale qui soit valable pour tous.

Les révolutions triomphantes ne sont pas encore pour demain. Mais des poussées révolutionnaires seront permanentes qui feront progresser l'installation de gouvernements socialistes.

Les pays les plus pauvres connaîtront ces révolutions, mais ne pourront encore lutter victorieusement contre la puissance des U.S.A.

Mais les maquisards du Venezuela, les socialistes de Bolivie, les étudiants du Mexique, les paysans de Julio au Brésil seront aux révolutions de demain ce que Castro fut à celle de Cuba. Pour toutes ces raisons, on peut affirmer que ce qui se passe à Cuba concerne toute l'Amérique latine.

Harris Puaisis

(Photo P.C.)

dangereux : on y ra-
et avec plaisir, des
es, et il se trouve par-
qui les prennent au
exemple : à un conseil
Castro demande :
quelqu'un qui soit écono-
Guevara, qui roupillait,
ni soit communiste » et
». — Très bien, tu
l'industrie. » Et c'est
e « Che » est devenu

suite, disait l'autre — vous trouverez dans l'exemple cubain non des recettes toutes faites et transférables, mais un encouragement très vif à poursuivre votre action, même si elle doit être quelque temps minoritaire. Vous découvrirez que les Cubains suivent avec attention ce qui se fait dans les pays développés ; qu'ils ne se font pas d'illusions révolutionnaristes, qu'ils gardent dans leurs prises de positions officielles une certaine

nisation révolutionnaire qui reprend et refond toutes les organisations antérieures. Il est à noter que si les dirigeants communistes avaient été, au début de son action, plutôt hostiles à Castro et au mouvement du 26 juillet, ils firent, lorsqu'ils se rallièrent, une autocritique publique et explicite. Chose qui n'accompagne pas toujours, partout, certains tour- nants...

Les perspectives de Cuba

L'avenir économique de Cuba ne pas pas de problèmes trop graves ; les dégâts du cyclone commencent à être réparés, les débouchés sucriers sont à peu près assurés, la mécanisation de la récolte de la canne (grâce aux machines de fabrication soviétique) est en bonne voie. Le blocus U.S.A., gênant, agaçant, n'arrive pas à être hermétique, et Cuba a des relations avec de nombreux pays. Qu'en est-il de l'avenir politique ?

Cuba tient aujourd'hui à l'appui total, massif, évident, de la population à ses dirigeants. Renverser le régime, pour les Yanquis, ça veut dire une guerre pure et simple. On peut bien créer de toutes pièces, à l'aide d'émigrés entraînés par la C.I.A., des maquis dans l'Escambray : un maquis qui ne « prend » pas, c'est du simple banditisme. Mais cela peut-il durer ? Au bout de quelques années, l'enthousiasme révolutionnaire d'un peuple entier ne risque-t-il pas de s'assagir ? Les dirigeants ne deviendraient-ils pas alors plus vulnérables à des entreprises de subversion intérieure ?

Castro et son équipe sont parfaitement conscients du problème. C'est pourquoi ils insistent toujours sur la nécessité de la révolution dans les autres pays d'Amérique latine (d'abord) ; c'est pourquoi ils sont attentifs à l'épopée des maquis sud-vietnamiens ; dans cette partie du monde, la vieille question théorique de la « révolution dans un seul pays » ne peut plus se poser comme avant, le bloc socialiste, dont l'aide est appréciable, est loin, en cas de coup dur, et la seule sauvegarde sûre de Cuba, c'est la révolution étendue.

L'aventure brésilienne est venue une fois de plus démontrer l'inanité des efforts pour réaliser des « réformes » en négligeant les rapports de forces véritables, en refusant d'adopter le parti d'une lutte directe contre le régime capitaliste. Le destin de Cuba est lié à celui de l'ensemble des forces révolutionnaires mondiales. C'est ce que doivent se dire tous ceux qui désirent aider Cuba. C'est ce que se disent, le plus souvent, ceux qui sont allés à Cuba et y ont regardé autour d'eux. Cuba nous montre qu'une lutte révolutionnaire n'est pas un mythe, qu'il s'agit d'une action possible — même si elle est difficile — et surtout, d'une action indispensable, où que nous soyons.

P.-L. Thirard.



(Photo A.D.P.)

fidèle à la révolution, ils sont socialistes (Castro, ci-dessus, en compagnie de Guevara).

l'Industrie : on m'a
grave économiste avait
que pour argent comp-
« ce fait » dans une
à montrer les lacunes
cubaine...

Cuba mouvement communiste

de Cuba dans le mou-
vionnaire international
ement l'être exagérée.
nt parce que les diri-
s ont réussi à éviter de
avec les Russes » ou
inois », et évité égale-
poser en leaders d'un
e, mais aussi parce que
unitaire et autonome
ouragement permanent
dans le monde entier,
alignements schématisés
refusent aussi, naturel-
aligner sur Cuba, chose
ains comprennent très
us pensez qu'en France
volutionnaire n'est pas
pensable — mais une
ur difficile qu'elle soit,
ispensable et doit être
si elle est longue, rai-
our commencer tout de

réserve, mais qu'ils ne jugent absolu-
ment pas absurde ou inutile un tra-
vail révolutionnaire dans ces pays,
qu'ils se refusent à « tirer un trait »
sur les pays capitalistes, développés,
à les rayer du champ de bataille de
la révolution mondiale. Ce qui ne les
empêchera nullement par ailleurs
d'utiliser au maximum les contradic-
tions du camp capitaliste, et de faire
risette à de Gaulle dans la mesure
où leur principal adversaire reste
américain.

A l'intérieur même de Cuba, les
rapports entre le mouvement com-
muniste traditionnel et le mouve-
ment révolutionnaire du 26 juillet
n'ont pas été toujours faciles, et ne
le sont pas toujours aujourd'hui. Il
y a eu les dangers représentés par
le sectarisme, qui ont abouti à l'éli-
mination d'Annibal Escalante ; il y a
aussi, en conséquence, les dangers
d'un anticommunisme diviseur, que
certains incidents (le procès récent
de Manuel Rodriguez) risquent tou-
jours de ranimer. C'est à l'occasion
de ce procès (Rodriguez, qui avait
dénoncé des révolutionnaires à Ba-
tista, avait appartenu à une organi-
sation communiste) que Fidel Castro
défini, de nouveau, de rôle et les li-
gnes directrices du P.U.R.S., l'orga-

Aux élections de Lille-Centre

Le P.C. reconnaît son erreur de tactique... mais le P.S.U. et les électeurs avaient rectifié

LES élections cantonales de Lille-Centre ont provoqué chez nos camarades communistes une autocritique à laquelle nous ne sommes pas étrangers.

Au premier tour, un indépendant et un gaulliste arrivaient en tête. M. Motte (ind.) recueillait 2.558 voix, et M. Lourdel (U.N.R.), 2.382. Venaient ensuite : MM. Roye (S.F.I.O.), 1.178 voix, Mme Defrande (com.) 948, M.

Gorissen (poujadiste) 560. Enfin, notre camarade Lebleu recueillait 310 suffrages.

Notons que les 2.436 voix de gauche permettaient d'envisager une élection triangulaire. Qu'à cela ne tienne ! La S.F.I.O. préfère arbitrer entre 2 formes de capitalisme, le traditionnel et le néo-capitalisme du pouvoir personnel, montrant par là qu'elle en est encore à la IV^e République. M. Roye

se retire au profit de M. Motte.

Jusqu'ici, rien d'étonnant, mais le P.C. s'aligne. Il ne reste que deux candidats de droite. C'est pourquoi la fédération décide le maintien de notre camarade Lebleu.

Au second tour, il obtiendra plus que le total des voix communistes et P.S.U. réunies : 1.612 suffrages, tandis que M. Motte est élu avec 3.732 voix, suivi de M. Lourdel (2.903 voix).

Le lendemain, Jacques Estager, rédacteur en chef du quotidien communiste « Liberté », fulmine dans son commentaire. Dans un paragraphe titré « Les diversions du P.S.U. », il déclare notamment :

« Le P.S.U. employant comme d'habitude, une phraséologie pseudo-révolutionnaire (moins on a d'influence, plus on crie fort) avait (comme en Seine-et-Oise) maintenu son candidat au risque de favoriser l'élection de l'U.N.R. En la circonstance, il est apparu une fois de plus que le grand souci du P.S.U. n'était pas de faire reculer le pouvoir personnel, mais de piper des suffrages à l'électorat des partis communiste et socialistes » (« Liberté », 17 mars).

Cette rogne était due au fait que le P.C. s'était coupé de son électorat. Les chiffres l'ont prouvé. Et c'est grave. Car aux yeux des électeurs, un désistement au profit d'un réactionnaire tel que Bertrand Motte ouvre les voix à toutes les compro-

leur, le vote ayant été parfaitement clair.

Enfin, l'autocritique de la section de Lille-Centre du P.C. parue dans « Liberté » le 29 mars, permet à son tour à la fédération du Nord de rester dans la ligne juste.

« Le comité de section de Lille-Centre du P.C.F., réuni le 26 mars, a examiné sur la base des travaux du comité central d'Ivry, la tactique employée dans ce canton au deuxième tour des élections cantonales.

« Il manifeste son complet accord avec le rapport d'Etienne Fajon. En décidant le retrait de notre candidat pour barrer la route à l'U.N.R. Lourdel pour faciliter l'élection de Motte, nous avons contribué à accréder l'idée que pour battre l'U.N.R., on peut le faire avec n'importe qui et pour n'importe quoi. Or, le mot d'ordre battre l'U.N.R. ne constitue pas, à lui seul, un programme.

« Nous sommes contre l'U.N.R. parce que, non seulement, nous condamnons l'attitude rétrograde du pouvoir, mais aussi parce que nous voulons une véritable démocratie qui fera aboutir sur tous les plans, politique, économique, social et culturel, les transformations attendues par notre peuple et surtout par la jeune génération.

« Si l'on ne peut, pour bâtir cet avenir, compter sur les hommes du pouvoir personnel, on ne peut da-

MANIFESTE DE L'A. L. E. R. T. E. pour la liberté d'expression à la radio et à la télévision

« La vérité d'Etat a toujours pour revers l'imposture d'Etat. »
Jean ROSTAND.

L'Etat exerce en France, sur la radio et la télévision, un contrôle et une direction sans partage. Cette stricte dépendance a de graves conséquences sur le fonctionnement de la R.T.F. ; dans le domaine de l'information, elle impose un insupportable carcan à la liberté.

Le malaise interne dont témoignent tant de grèves successives tient, pour une bonne part, à l'absence d'une direction ferme et assurée et aux excès d'une bureaucratie tatillonne où s'ajoutent les inconvénients du désordre, du gaspillage et de la routine.

Les directeurs généraux, soumis aux intrigues et aux fluctuations politiques — en sept ans, quatre hauts fonctionnaires se sont succédés à la tête de la R.T.F. — sont privés d'autorité réelle et de possibilité d'action à long terme.

La R.T.F. est mise tout entière au service du pouvoir, que ce soit par l'intermédiaire d'un ministre, d'un commis de l'Etat ou d'un parti. Par la pression et la surveillance constante qu'il exerce, le gouvernement oriente la présentation et le contenu de l'information quotidienne dans un sens favorable à sa politique. Aux silences volontaires, aux insinuations systématiques s'ajoutent, grâce aux ressources insoupçonnées de la technique moderne, le mensonge et la mauvaise foi. Le citoyen est ainsi privé du « droit aux faits » qui correspond pourtant à un besoin dans une société démocratique.

La liberté d'expression n'est pas mieux respectée que la vérité : les porte-parole du gouvernement et de la majorité peuvent user et abuser des ondes et des écrans ; les représentants de l'opposition ont la part beaucoup moins belle quand ils ne sont pas purement et simplement ignorés. Les grèves, les manifestations et les congrès des formations politiques et syndicales, comme l'interdiction arbitraire de certaines émissions, fournissent presque quotidiennement l'expérience irritante et dangereuse de cette injustice.

Il n'est pas possible, sans fausser le jeu de la démocratie, de laisser entièrement entre les mains de l'Etat un instrument aussi puissant sur les esprits et sur les consciences que la radio et la télévision. Il n'est pas possible non plus de l'y laisser, si l'on veut qu'il s'adapte à la prodigieuse mobilité du monde moderne.

L'A.L.E.R.T.E. appelle donc tous les téléspectateurs et tous les auditeurs à se grouper pour dénoncer les insuffisances dans la qualité des programmes, les faiblesses, les erreurs et les falsifications de la R.T.F., pour en montrer les raisons profondes et pour en trouver les remèdes.

Elle entend en effet faire œuvre positive et ne pas se borner à une critique, si nécessaire qu'elle soit. Elle se propose donc de définir les conditions pratiques et le cadre juridique d'une R.T.F. au service et à l'image de toute la Nation, qui puisse mieux remplir sa mission de divertissement, d'information et de formation humaine.

Si cette R.T.F. nouvelle ne peut demeurer sous la coupe de l'Etat, il serait également dangereux qu'elle soit prisonnière d'intérêts privés qui l'asserviraient d'une autre manière au moins aussi redoutable. Elle doit devenir un véritable « service public ».

Un statut démocratique de la R.T.F. doit donc créer un équilibre nécessaire entre la légitime autorité de l'Etat et les droits et besoins des usagers et des citoyens. C'est d'après ces principes et cet idéal que seront établies les propositions de notre association et jugés les projets et les réalisations du gouvernement.

L'A.L.E.R.T.E. veut lutter pour une R.T.F. libre, objective et vivante ; elle veut rassembler, pour ce combat, tous les hommes de bonne volonté. Elle a conscience, en s'engageant dans cette entreprise, de demeurer fidèle à l'idéal de laïcité qui est celui de ses animateurs et de se battre pour les valeurs essentielles de la démocratie : la recherche de la vérité, le respect de la liberté de l'esprit et l'épanouissement de la personne humaine.

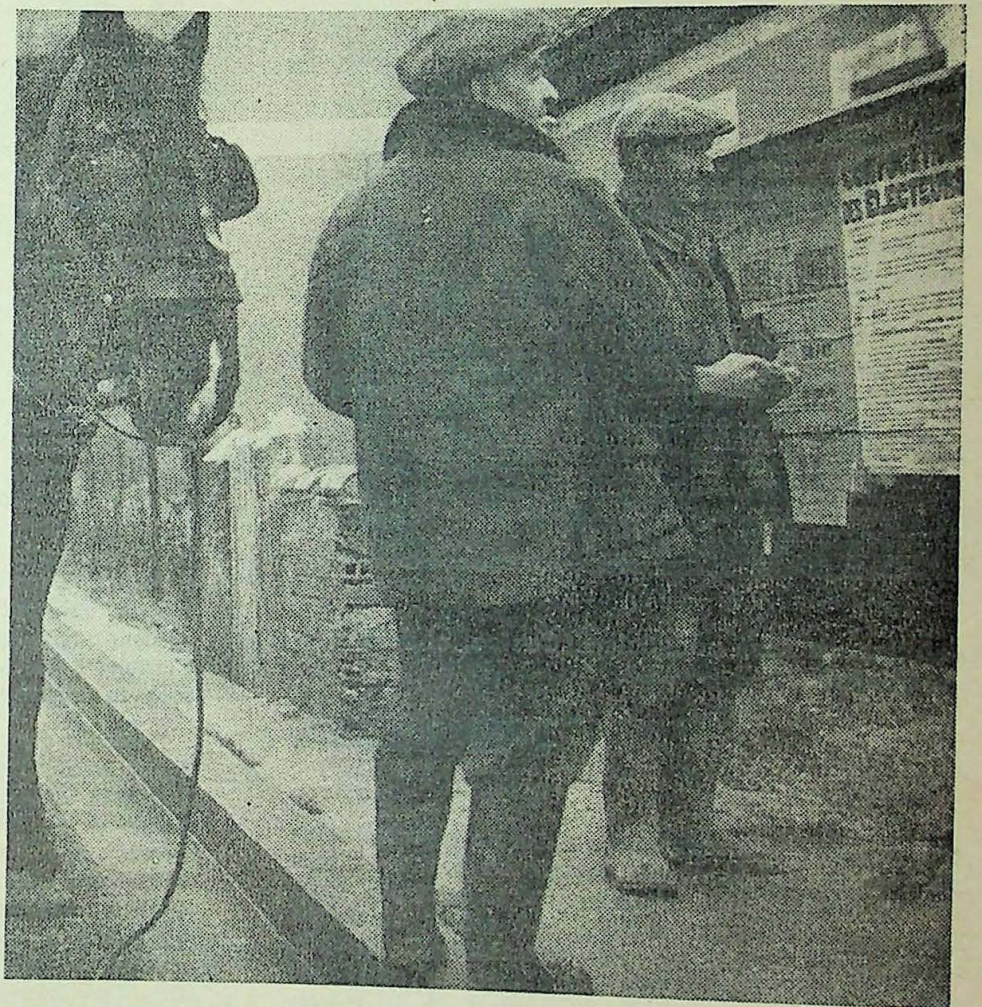
L'A.L.E.R.T.E. a été constituée à l'initiative du C.N.A.L. et de la Ligue des Droits de l'Homme. Les organisations soutenant l'action du C.N.A.L. ont été invitées à lui apporter leur appui. La S.F.I.O., le parti radical, la Libre Pensée, le Grand Orient, l'Union nationaliste, la Fédération nationale des combattants républicains ont donné une réponse positive, ainsi que le P.S.U., représenté au Conseil d'administration de l'A.L.E.R.T.E. par Pierre Berezgoff. Par contre, le P.C. et la C.G.T., après avoir participé aux conversations préliminaires, ont finalement créé leur propre association : « Télé-Liberté ». Il faut regretter cette attitude qui conduit à une dispersion des efforts alors que la lutte contre le pouvoir gaulliste, dans le domaine de l'information comme sur les autres plans, exige le développement des mouvements unitaires.

Cela n'a pas empêché l'A.L.E.R.T.E. de susciter, d'ores et déjà, un vif mouvement d'intérêt : des comités régionaux sont en voie de constitution et les personnalités suivantes ont accepté de figurer dans son comité d'honneur : Jean Rostand et Jean

Guéhenno, de l'Académie française, Jean Painlevé, Mme Anne Philippe, Jean-Paul Sartre, Jean Cassou, Jacques Prévert, Armand Lanoux, Yves Montand, Henri Jeanson, Jean Effel, Jean Debiesse, Roger Ikor, Jean-Louis Bory, Anna Langfuss, M^{me} David Lambert, M^{me} Rysiger, Friedman, Jankelivitch, B. Lavergne, Hauriou, Berlia, Mme le docteur Lagroua-Weil-Hallé, Lyon-Caen, Rossignol, Lyette Darsonval, Germaine Montéro, Jean Dasté, Juvigny.

Après la publication de son premier manifeste, l'A.L.E.R.T.E. devra saisir toute possibilité d'expression et d'action contre la mainmise du pouvoir sur la R.T.F. et approfondir, dans le même temps, l'étude des moyens permettant de garantir une « information libre et objective », indépendante du pouvoir et des puissances d'argent.

Nous invitons dès maintenant nos militants et sympathisants à participer activement à la constitution des comités à mettre en place auprès de chaque émetteur régional de la R.T.F.



Un désistement pose des problèmes... (Photo A.D.P.)

missions. L'électeur en arrive à douter de la volonté du P.C. de lutter pour instaurer une société socialiste.

Il était nécessaire de rectifier le tir, aussi, dix jours plus tard, au Comité central du P.C., Etienne Fajon déclarait notamment :

« L'accord conclu pour le département entre les fédérations communiste et socialiste, accord dont nous mesurons tout le prix, n'aurait pas été rompu si le candidat communiste avait été maintenu à Lille-Centre. Les électeurs communistes et de nombreux socialistes, qui ont corrigé la décision de nos camarades en refusant de voter pour Motte, auraient pu ainsi s'affirmer en commun dans la clarté. Cela n'eût certes pas empêché l'élection d'un réactionnaire, acquise en tout état de cause, mais la confusion politique eût été évitée. »

Ainsi, sans nous nommer, bien sûr, Etienne Fajon, reconnaissait l'erreur politique commise, et que nous avions permis de « corriger la décision », sans aucune confusion, d'ail-

l'avantage faire confiance aux hommes qui, comme Motte, ont toujours pratiqué une politique dirigée contre la classe ouvrière, quelle que soit leur hostilité présente au gaullisme.

« On ne peut bâtir l'avenir avec les hommes d'un passé dont les travailleurs ne veulent le retour à aucun prix.

« La politique du parti communiste est claire : s'opposant au pouvoir personnel, comme à tout retour au passé, il veut avant tout l'union des forces démocratiques, l'unité des partis communiste et socialiste autour d'un programme commun, ce qui offrira ainsi concrètement au peuple l'alternative au gaullisme. »

Nous pourrions certes jubiler et nous gausser de nos camarades communistes quand ils déclarent : « La politique du P.C. est claire ». Mais cela semble superflu et dérisoire.

Ces autocritiques en chaîne n'auraient pas été faites si nous n'avions été présents dans cette confrontation. Rien que pour cela, le P.S.U. mérite d'exister et de persévérer.

Gérard Lemahieu.

BULLETIN D'ADHESION

(à découper et à adresser à : A.L.E.R.T.E., 3, rue Récamier, Paris-7^e)

Je soussigné (nom)..... (prénom).....

(adresse).....

déclare adhérer à l'A.L.E.R.T.E. (Association pour la Liberté d'Expression à la Radio et à la Télévision).

Je vire à cet effet la somme de 3 F (membre actif)

30 F (membre bienfaiteur)

au C.C.P. : A.L.E.R.T.E., 21.044-11 Paris.

Le capitalisme américain au secours de la Compagnie Bull

DEPUIS de longs mois, la crise financière de la Compagnie des Machines Bull défraye la chronique. Des licenciements avaient eu lieu en juillet dernier. Le personnel des usines de Saint-Quentin et de Vendôme a été menacé. « Tribune Socialiste » a parlé, à ce sujet, de la lutte menée par les ouvriers de Saint-Quentin pour la défense de leur emploi.

Au début de l'année, l'Etat avait imposé une réorganisation de la Compagnie, moyennant la garantie d'un emprunt de 650 millions et un prêt de 20 millions accordé par les banques. L'affaire passait sous le contrôle de celles-ci (en particulier de la Banque de Paris et des Pays-Bas), l'Etat ayant obtenu qu'elles maintiennent leurs concours antérieurs jusqu'à 1968 et à un taux réduit.

Cette intervention du pouvoir gaulliste avait pour but de garantir une « solution française » et d'éviter la participation de la General Electric américaine souhaitée en particulier par le président du conseil d'administration, Joseph Calliès, lié à la famille Michelin. Mais la résistance du ministre des Finances a été de courte durée. A la veille de l'assemblée générale des actionnaires, qui s'est tenue le 14 avril, il autorisait la Compagnie à négocier un accord avec la General Electric. Telle est l'épilogue d'une longue crise sur laquelle il n'est pas inutile de revenir.

Une entreprise non rentable

A première vue, on peut s'étonner qu'une entreprise d'avant-garde comme la Bull ait connu une aussi mauvaise situation financière. La Compagnie Bull, qui compte cinq usines en province et trois dans la région parisienne, occupant en tout 15.000 salariés (dont 1.150 ingénieurs et cadres et 4.500 techniciens) et pourtant située dans un secteur en expansion puisqu'elle fabrique des machines statistiques, grands ordinateurs et calculatrices électroniques, dont l'usage est de plus en plus répandu dans l'industrie moderne. Cette crise a-t-elle été le fruit d'une mauvaise gestion, d'une croissance trop rapide? S'il a pu en être ainsi, il faut convenir également que les caractéristiques d'une telle entreprise, la concurrence internationale, l'importance du secteur « recherches », la rendaient difficilement compatible avec les critères de la rentabilité capitaliste.

Et cependant la Compagnie Bull n'est pas de formation récente. C'est en 1931 que Joseph Calliès acquit les brevets déposés en Norvège par l'ingénieur Bull et concernant les machines à carte perforée. Bientôt s'associaient dans la Bull française la famille Michelin, l'imprimeur Hermieux et les papeteries Aussedat, dont Calliès était devenu actionnaire.

Après vingt années d'exploitation satisfaisante, un boom se produisit en 1952 avec la sortie de la calculatrice Gamma 3, appareil à tubes électroniques qui se vendit dans le monde entier. C'est alors que Bull doubla le nombre de ses usines, forma ses propres techniciens et augmenta son personnel de 2.500 à 12.000 unités.

Elle se lança dans la construction de « Gamma 60 », cerveau électronique géant qui, par exemple, établit en 80 heures les feuilles de paye de 80.000 cheminots. Une dizaine de ces mastodontes furent vendus au prix de 20 millions chacun, mais le marché se rétrécit rapidement, l'exploitation de « Gamma 60 » se révélant difficile pour des entreprises ne disposant pas d'un nombre suffisant de polytechniciens. Or Bull se laissa distancer par I.B.M. qui fabriqua le calculateur 1.401, plus simple et plus rapide.

La compagnie française se défendit en important une machine américaine, la R.C.A. 301, qu'elle vendait sous le nom de « Gamma 30 ». Ce n'est qu'en 1963 que la nouvelle usine d'Angers sortit elle-même des « Gamma 30 » fabriquées à raison d'une dou-

zaine par mois et vendues 3 millions chacune, en attendant la sortie de la « Gamma 10 ».

Cependant, la Bull subissait la désaffection des actionnaires et des banques qui se demandaient comment elle pouvait faire face à la concurrence d'I.B.M. qui a dix fois plus de personnel, un chiffre d'affaires cinquante fois plus élevé et qui bénéficie des recherches fondamentales menées pour le compte de l'armée américaine, avec l'argent du budget des Etats-Unis.

C'est alors qu'un autre géant américain fit à la Bull des offres de participation : la General Electric qui produit le quart de l'équipement et de l'appareillage électrique américains.

Le bilan de l'exercice 1963 de la Bull faisait apparaître un déficit (largement évalué) de 128 millions de francs. La location de machines, effectuée par l'intermédiaire de la filiale Locabull, n'avait pas permis de redresser la situation. L'usine de Saint-Quentin tournait au ralenti.

C'est alors que le gouvernement imposa aux dirigeants de la Compagnie sa « solution française », mettant en avant le fait que Bull travaille pour la Défense nationale (ce qui est d'ailleurs vrai aussi pour I.B.M.).

La réaction des syndicats

Mais les syndicats du personnel de la Bull n'avaient pas attendu cet accord pour réagir et proposer des solutions.

La C.F.T.C., notamment, dans un tract largement répandu, avait dénoncé l'incompétence de la direction, accusée par ailleurs d'avoir fait trop longtemps de la « carte perforée » plutôt que de la « bande magnétique » afin de maintenir les profits de certaines entreprises. La C.F.T.C. affirmait la nécessité de défendre « l'autonomie à la fois technique et nationale de la compagnie ». Elle demandait que soient réalisés par l'Etat « des investissements publics contrôlés », afin de garantir l'expansion de la Bull en fonction des besoins du marché. En effet, expliquait la C.F.T.C. « les critères de rentabilité capitaliste ne peuvent plus s'appliquer dans une entreprise comme Bull. Ses dimensions, l'importance de ses recherches, l'immensité des besoins à satisfaire, exigent le transfert de l'entreprise au secteur public ».

La C.F.T.C. demandait également que des négociations soient engagées avec les syndicats sur les conséquences sociales de la réorganisation de la société. On sait qu'il n'en a rien été. Le pouvoir gaulliste ignore volontiers les syndicats lorsqu'il s'agit de prendre une décision.

Dans une « lettre ouverte aux actionnaires », publiée à la veille de la récente assemblée extraordinaire, les syndicats C.G.C. et C.F.T.C. demandaient que soit prise « une décision garantissant à la fois notre emploi, particulièrement menacé par le protocole dont les articles secrets ne nous ont pas été révélés, et l'intégrité de l'entreprise, qui forme un tout indissociable ».

Cet appel des syndicats aux actionnaires est évidemment insolite. Qui croit à la démocratie dans les sociétés capitalistes? La lettre de la C.G.C. et de la C.F.T.C. retentissait en tout cas comme un cri d'alarme : « Des entreprises concurrentes françaises et étrangères prennent les meilleurs éléments du personnel en leur donnant des salaires plus élevés. L'élévation du coût de la vie et le blocage de nos salaires inciteront d'autres salariés à partir. Faute d'une nouvelle direction générale officielle, aucune politique à long terme n'est définie. Quelle est la sécurité de l'emploi? Que vont devenir nos camarades de Saint-Quentin? »

En fait, il semble bien que la nouvelle direction aura tout pouvoir pour licencier une partie du personnel. La bataille n'est donc pas terminée.

De son côté, le syndicat C.G.T. avait demandé « la nationalisation immédiate de la Compagnie des Machines Bull, première étape de la nationalisation de l'industrie électronique ».

Mais le pouvoir gaulliste n'est pas favorable aux nationalisations. Tout au plus, selon la doctrine définie par Michel Debré (et qui n'est pas très différente de celle de Gaston Defferre), admet-il une intervention de l'Etat pour renflouer des industries en difficulté (cas de la Bull) ou une participation des finances publiques pour l'implantation dans certaines régions d'entreprises abandonnées ensuite aux intérêts privés.

Les limites de « l'indépendance gaulliste »

Ce qu'il faut souligner, c'est que l'intervention du pouvoir gaulliste n'a pas sauvé la Bull d'une main-mise américaine. Menacée de perdre son personnel qualifié au profit de ses concurrents étrangers, menacée d'une implantation de la General Electric en Italie ou en Allemagne, la Compagnie française pouvait, en tout état de cause, difficilement résister aux pressions du colosse américain.

Ce qui montre que l'indépendance

véritable est avant tout d'ordre économique. Les rododontades de de Gaulle ne changent rien au fait que son gouvernement a dû capituler dans l'affaire de la Bull et au fait que les avions porteurs de sa force de frappe ont besoin de ravitailleurs américains.

Peut-être, en ce qui concerne l'industrie électronique, une solution aurait-elle pu être recherchée dans le cadre européen afin de résister à l'emprise américaine. Le drame, pour l'instant, c'est que le pouvoir gaulliste ne croit guère à l'Europe et que ses partenaires sont très sensibles aux sollicitations venant d'outre-Atlantique.

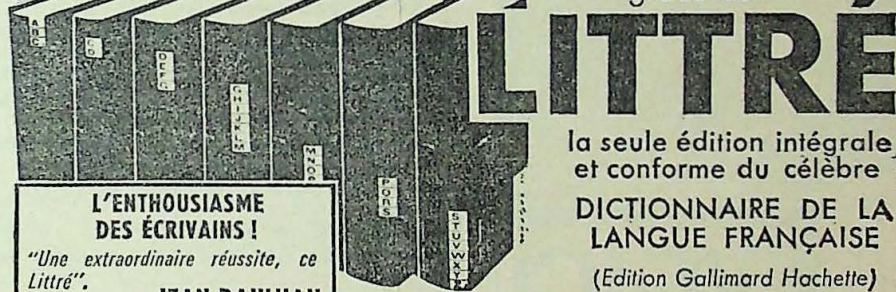
En attendant, la Compagnie Bull devient une holding possédant les actions de trois autres sociétés. La première, constituée avec d'autres sociétés françaises, se consacrera à la Défense nationale. Dans la seconde, qui travaillera à des fabrications civiles, et dans la troisième, de caractère commercial, la General Electric prendra des participations et apportera son concours technique.

Il reste à définir l'ampleur et les modalités de ces participations. Les négociations demanderaient des semaines.

La pénétration du capital américain en France ne se limite plus à des industries traditionnelles : conserverie, avec la Libby's, automobile avec Simca. Avec Bull, il atteint un secteur d'avant-garde.

Maurice Combes.

Ne parlez pas « franglais » ! Parlez français grâce au



L'ENTHOUSIASME DES ECRIVAINS !
"Une extraordinaire réussite, ce Littré".

JEAN PAULHAN
de l'Académie Française
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".

MAURICE GARÇON
de l'Académie Française
"Un cadeau royal et précieux".

FRANÇOIS MAURIAC
de l'Académie Française
"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure, tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".

MARCEL JOUHANDEAU
"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".

RAYMOND QUENEAU
de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Education Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)

(Valable seulement pour la France Métropolitaine)

Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai

(cocher la case figurant devant la formule choisie)

comptant à réception des volumes : 406 Fr.

en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35

en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom.....Profession.....

Adresse.....Signature.....

N° C.C.P. ou bancaire.....

T.S. 4

Les dossiers d'un représentant de l'Internationale communiste à Paris (1920-1925)

L'ŒIL DE MOSCOU A PARIS
de Jules Humbert-Droz

VOICI un titre bien propre à « accrocher » le lecteur friand de révélations sensationnelles et de politique romancée : L'ŒIL de Moscou à Paris (1). L'expression, un peu démodée aujourd'hui, servit pendant longtemps après 1920 à désigner le représentant clandestin de l'Internationale communiste (le Komintern) auprès du parti communiste français. En somme, un bon héros de roman politico-policier, vivant avec de faux papiers, passant les frontières pour accomplir de redoutables missions... et très utile à la presse bourgeoise pour effrayer ses lecteurs et leur offrir des explications commodes de tous les troubles sociaux. L'œil de Moscou est contemporain de « l'homme au couteau entre les dents » et du bloc national de Poincaré.

Quelle distance y a-t-il entre cette représentation mythique de l'agent du Komintern et la réalité ?

Ce livre nous permet de la mesurer très exactement. Disons tout de suite que nous ne le recommandons pas à ceux qui, alléchés par le titre, espéraient y trouver un récit mouvementé d'aventures plus policières que politiques : ils seraient déçus. Pour mettre les choses au point, rien de mieux que de présenter en quelques mots la collection dans laquelle il est publié. Sous la direction de Pierre Nora, lui-même agrégé d'histoire, cette collection se propose de révéler au grand public des documents bruts, jusqu'ici enfermés dans des archives personnelles ou publiques. Le commentaire est réduit au plus strict nécessaire : le présentateur se borne à de très brefs rappels des événements qui les éclairent. Les notes sont peu nombreuses, mais très suffisantes.

Telle est la méthode. C'est dire que si nous trouvons ici quelques allusions au caractère clandestin et aventureux de l'activité de l'agent du Komintern, nous y trouvons surtout des rapports et des lettres qui n'apportent aucune révélation sensationnelle, mais qui font revivre la vie intérieure du parti communiste français dans les premières années de son existence et ses rapports avec le Komintern. Et, tel quel, le livre est passionnant.

D'abord on apprendra que « l'œil de Moscou », s'il ne fut pas conforme

(1) Jules Humbert-Droz : L'ŒIL de Moscou à Paris, Julliard, collection « Archives », 4,95 F, toutes taxes locales comprises.

à une certaine imagerie de la police et de la presse réactionnaire, existait réellement (existe-t-il encore ?) et qu'il manifestait très activement sa présence. Jules Humbert-Droz, militant socialiste suisse rallié à la Troisième Internationale en 1920, âgé à cette époque d'une trentaine d'années, tint ce rôle en France où il séjourna à peu près constamment jusqu'en 1925. Ce qu'il nous offre, ce sont ses archives personnelles. Le premier intérêt de ces documents, c'est justement de nous faire comprendre avec précision par quel habile dosage de diplomatie et de pressions, le secrétariat de l'Internationale intervenait dans la vie intérieure d'un parti qui avait à ses yeux une importance capitale et qu'il voulait façonner selon ses conceptions. On voit par quels mécanismes les congrès se trouvaient en fait « télé-guidés ».

La deuxième impression que l'on tire de cette lecture, c'est que les débuts du parti communiste français furent extrêmement difficiles et décevants. L'élan de 1920 retomba très vite, le nombre des adhérents et des électeurs diminua considérablement en peu de temps. Presque toute l'activité du parti fut longtemps absorbée par les querelles internes, où les malentendus politiques consécutifs à la scission n'eurent pas une plus grande part que les interventions du Komintern ou les mesquines rivalités personnelles. Que de dévouement, que d'énergies gaspillées ! Peut-être faut-il voir une des principales explications de ce gâchis dans cet aveu que fit un jour Frossard, premier secrétaire du parti : « Nous ne parvenions pas à prendre au sérieux les 21 conditions. » Il n'était pas le seul à penser ainsi parmi ceux qui, à Tours, avaient choisi le communisme.

Mais Moscou ne l'entendait pas ainsi et le fit bien voir. Seulement il fallut du temps... et des épurations pour parvenir au résultat souhaité.

Un autre enseignement que l'on tire de la lecture de ces documents rejoint presque l'actualité. Il y a quelques jours, le 16 avril, Khrouchtchev, faisant une nouvelle fois le procès des Chinois, a déclaré :

« A cette époque (1920), nous avions peut-être une excuse. Après avoir accompli notre révolution, nous pensions que, deux semaines plus tard, ce serait la révolution mondiale. Peut-être certains affirmeront-ils qu'ils ne l'avaient jamais pensée. Mais ce serait un mensonge. » Nous le savions sans doute. Il n'est pas sans intérêt pour d'autres que nous de constater que les documents de Jules Humbert-Droz confirment pleinement Khrouchtchev. Toute l'orientation du P.C. français fut conçue à cette époque dans l'attente d'un écroulement des partis socialistes démocratiques, d'une aggravation des antagonismes révolutionnaires en Europe occidentale, d'une révolution imminente en Allemagne. Il en était encore ainsi même au moment de l'occupation de la Ruhr sous Poincaré.

Cette erreur de prévision, qui est capitale, ne saurait être imputée au seul Staline, dont on ne parlait pas encore ; elle fut celle de l'ensemble du mouvement communiste.

Humbert-Droz, cessant en 1925 d'être l'œil de Moscou à Paris, partit pour la capitale russe où il devait diriger le secrétariat des pays latins. Ces nouvelles fonctions nous valent quelques autres documents qui nous conduisent jusqu'en 1928 (Thorez fait ses premières apparitions dans ces textes).

En terminant, il nous reste à souhaiter une suite, sous la même forme si c'est possible, ou, sinon, sous la forme de Mémoires. Humbert-Droz, en effet, a encore beaucoup de choses à nous raconter, qui seraient à coup sûr fort intéressantes pour tous les socialistes ; revenu en Suisse en 1931, il y assumait la direction du parti communiste ; Staline, auquel il s'opposait depuis 1928, le fit exclure en

1943. Humbert-Droz rejoignit alors son ancien parti, le parti socialiste, dont il fut secrétaire général jusqu'à sa retraite en 1959 : qu'il continue à écrire !

Robert Verdier.

● JULLIARD :

COLLECTION « ARCHIVES »
Volumes de 200 à 250 pages
Format : 11 x 18 cm

Déjà parus :

Les deux scandales de Panama, par Jean Bouvier, 4,95 F.

1789 : Les Français ont la parole, cahiers des Etats généraux, présentés par Pierre Goubert et Michel Denis, 4,95 F.

Azincourt, par Philippe Contamine, 3,85 F.

Vient de paraître

POLITIQUE

ECRITS SUR LE COMMUNISME. — Un recueil de textes de Khrouchtchev, Mao Tsé-toung, Staline, Lénine, Jules Guesde, Engels, Karl Marx, Buonarroti, Babeuf, François Ier, Froissart, Jean Cantacuzène, Apvien, Strabon, Plutarque, Aristote, Platon.

Ed. Seghers, 4,50 francs.

DOCUMENTS

LES VAUTOURS DE LA GUERRE FROIDE. Fred J. Cook. — Une étude sur le militarisme américain. Il y est présenté comme l'avocat de la « guerre préventive » contre l'Union Soviétique.

Ed. Julliard, 18,90 francs.

LE LIVRE NOIR DE LA FAIM, Josué de Castro. — Un nouvel apport analytique et documentaire à la question que l'auteur avait développée dans son fameux livre « Géographie de la faim ».

Editions ouvrières, 7,20 francs.

GUIDE DU JUDAÏSME A PARIS. Viviane Issembert-Gannat.

Ed. de la Pensée Moderne.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV*) Tél. : SUP 19-20

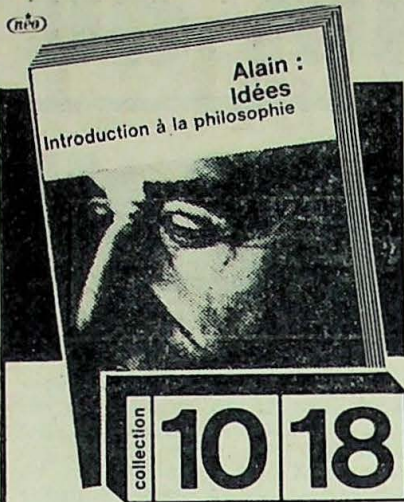
● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV*) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
68-61, rue La Fayette Paris (9^e)



Jean Cocteau
de l'Académie française

La difficulté d'être

Un essai brillant mais nuancé d'une gravité sourde, l'auteur au soir de sa vie rejoint la grande lignée des moralistes français.

2,55 F

Honoré d'Urfé
L'Astrée

précédé de :
Le serpent dans la bergerie
par Gérard Genette

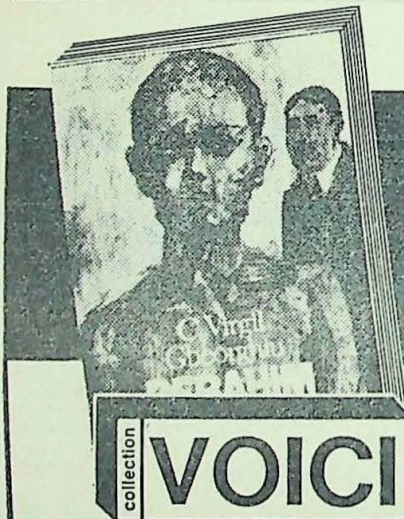
A l'aube du classicisme, le premier roman moderne.

4,50 F

Madame Roland
Une éducation
bourgeoise
au XVIII^{ème} siècle

A travers cette méditation passionnée, Madame Roland à l'approche de la mort porte témoignage pour toute une société et toute une époque.

2,55 F



C. Virgil
Gheorghiu
Perahim

Un récit âpre et haletant, par l'auteur de la "Vingt-cinquième heure".

2,55 F

Paulette Rosset
Le devoir
conjugal

Une réponse sans hypocrisie aux questions que, même dans l'intimité, les époux n'osent pas toujours se poser...

2,55 F

Les jeunes
et l'armée

12 jeunes confrontent leurs points de vue sur la guerre, le service militaire, le sursis, l'objection de conscience, la discipline, la torture, etc...

2,55 F

Annette Laming
Lascaux

Pour connaître les merveilles de la "Chapelle Sixtine de la préhistoire"

2,55 F

Union Générale d'Éditions

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre
PRO. 63-40

Semaine du 22 au 28 avril

ADIEU PHILIPPINE

de Jacques Rozier

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 22 au 28 avril

LA BELLE VIE

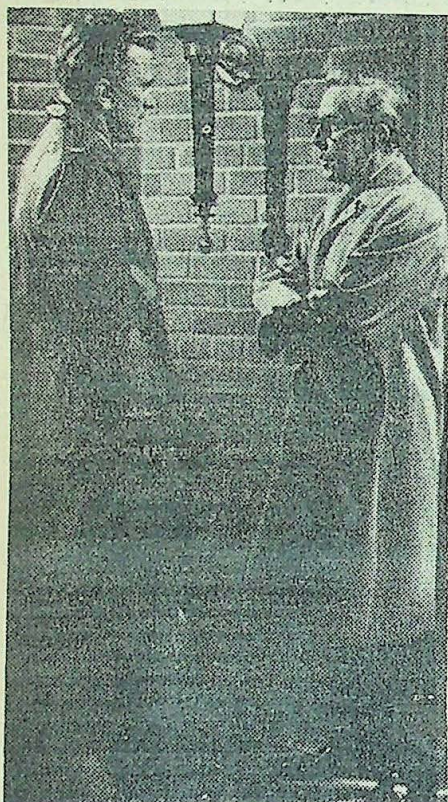
de Robert Enrico

Cinéma

SEPT JOURS
EN MAI

de John Frankenheimer

Metteur en scène de « politique-fiction », Frankenheimer n'anticipe peut-être pas beaucoup lorsqu'il situe en 1974 la signature d'un traité entre Moscou et Washington en vue du désarmement nucléaire. Il ne force également guère la réalité en imaginant l'opposition irréductible qu'un tel accord suscite chez les partisans de la « guerre froide ». Jusqu'à présent, le cinéma américain s'était arrangé pour accorder à ces derniers le bénéfice de la sympathie. « Sept jours en mai » (tiré d'un roman de



Whit Brissel à Kirk Douglas :
« Croyez-vous
en la Constitution ? »

même titre paru chez Hachette) remet les choses au point en décapant le soi-disant patriotisme des politiciens et des généraux bellicistes des redondances de la propagande.

Le visage des salauds ne résiste pas au gros plan. Celui du général Scott (Burt Lancaster), parlant à la télévision pour en appeler directement au peuple contre la « faiblesse » de son président (Frederic March), en dit plus long sur la nature de ses sentiments et de ses projets personnels qu'un grand et beau discours sur la liberté éclairant le monde. L'apparition sera déterminante : elle fera basculer dans le camp des démocrates l'un des collaborateurs de Scott, le colonel Martin Casey (Kirk Douglas).

La partie d'échecs qui se joue ensuite entre les partisans du traité (et de la Constitution) et les activistes est conduite par Frankenheimer comme une intrigue policière, avec ses hésitations, ses soubresauts, ses déceptions et la brutalité de ses évidences. Mais touchant à un tel sujet, les investigations des collaborateurs du président Lyman nous révèlent incidemment quelques-uns des ressorts de la vie politique américaine, cet espèce de combat en vase clos (dans l'aquarium des commissions sénatoriales, de la Maison Blanche et de l'état-major inter-armes) d'où le peuple est pratiquement exclu, réduit au rôle de figurant pittoresque (comme en témoignent les premières images du film). Ces ressorts-là ont de quoi intriguer dans un pays comme le nôtre délégué depuis peu d'institutions à caractère présidentiel, et que l'on voudrait pousser un peu plus dans cette voie bordée de « domaines réservés ».

Si vous ne m'avez pas compris (comme dit l'autre), allez voir « Sept jours en mai », et reportez-vous à votre quotidien habituel.

Jean-Jacques Vernon.

Musique

AIMEZ-VOUS
BRAHMS ?

Pour l'aimer, il faut le connaître, mettons à part les Danses hongroises et certaines valse pour le piano à la lourdeur bien germanique.

Brahms a écrit quatre symphonies de valeur, d'une orchestration riche, somptueuse même. La quatrième est la plus souvent jouée, mais les trois autres sont négligées à tort.

Le concerto pour violon est un des chevaux de bataille de tous les virtuoses, son final évoque les danses hongroises qu'il vous dispensera d'acheter.

Les deux concertos pour le piano sont très différents, le premier en Ré mineur est sombre et dramatique. Le second en Si bémol tout allègre, mais ils sont dans leur genre parfaits.

Il a été pendant longtemps de bon ton, pensait-on, de dénigrer Brahms, au nom de quoi, on ne l'a jamais su.

Quand un compositeur écrit une œuvre comme « Le requiem allemand », c'est un grand compositeur. Connaissez Brahms et vous l'aimerez.

Le disque de la semaine

Joseph et Michel Haydn, du premier « Messe Saint-Nicolas », du second « Messe allemande », par les chœurs et orchestre de la cathédrale de Vienne et les petits chanteurs de Vienne.

La messe de Michel est quasi une messe « a capella », c'est-à-dire sans orchestre, le seul accompagnement est confié à l'orgue. Elle est très pure et très belle. La messe de Joseph, contrairement à ce qu'indique la notice, est très mozartienne de par l'orchestration et de par son côté théâtral par moments. Bon enregistrement et prix modéré. Philips 642.103 DXL.

Pierre Bourgeois.

Télévision

Claude Barret, absent de Paris, reprendra la semaine prochaine sa critique télévisive.

En Bref...

Le C.A.S. fait le point

Né au plus fort de la guerre d'Algérie (et du danger O.A.S.), le Comité d'Action du Spectacle poursuit aujourd'hui, sous les formes les plus diverses, son effort « pour la recherche et la conquête d'un art résolument humaniste ».

Les dirigeants de l'association invitent leurs adhérents et leurs amis parisiens (metteurs en scène, comédiens, critiques...) à l'assemblée générale annuelle qui, le 27 avril, fixera de nouveaux objectifs pour les mois à venir. Réunion à 20 h. 30, 4, rue Git-le-Cœur.

Cinéma différent

Sous le label de « Cinéma différent », une salle d'art et d'essai de la Rive gauche (La Pagode) propose un programme de courts métrages dont le dénominateur commun se hausse au niveau d'une vision magnifiquement poétique des sujets abordés. « A Valparaiso », de Joris Ivens, est un reportage comme vous n'avez pas l'habitude d'en voir sur la ville et le port aux 42 collines ; « Corps profond », de l'équipe T.V. Barrère-Lalou, est une exploration fantastique du corps humain ; enfin « La Jetée », de Chris Marker, s'affirme comme une anticipation inquiétante des conséquences d'une « troisième guerre mondiale ». Trois films effectivement peu ordinaires. Trois films à voir.

J.-J. V.

julliard



VINCENT SAVARIUS

volontaires
pour l'échafaud

"Dossiers des Lettres Nouvelles"

"Pour la première fois depuis la fin de la guerre, un témoin dévoile le mécanisme des grands procès politiques des pays de l'Est. VOLONTAIRES POUR L'ECHAFAUD est un grand livre et l'auteur, malgré ses expériences, est resté fidèle à l'idéal du socialisme. Ce n'est pas la moindre des vertus" (Otto HAHN, L'Express)

15 F

JULES ROY

passion et mort
de Saint-Exupéry

Préface de J.C. Brisville

"Un très beau livre de Jules Roy raconte LA PASSION ET LA MORT DE SAINT-EXUPÉRY".

(P.H. SIMON, Le Monde) 7,50 F

ERNEST MANDEL

traité d'économie
marxiste

LE MARXISME EST-IL DEPASSE ? C'est à cette question entre plusieurs autres que tente de répondre Ernest Mandel. Cet important ouvrage, qui vient à son heure pour aider à faire le point, doit prendre sa place dans toute bibliothèque de l'homme du XX^e siècle.

2 tomes vol. 45 F

ROGER PELISSIER

la Chine
entre en scène

Collection "Il y a toujours un reporter"

De 1839 à nos jours, la Chine, dans un formidable bond, est passée de l'état féodal à l'état de grande puissance mondiale. C'est la relation de ce bouleversement spectaculaire qui nous est faite dans ce livre.

19,50 F

PIERRE BELLEVILLE

une nouvelle classe
ouvrière

Collection "Les Temps Modernes"

"Le livre de Pierre Belleville est un essai plutôt qu'une œuvre sociologique, mais par son champ très vaste aussi bien que par l'importance accordée à la classe ouvrière traditionnelle, il permet au lecteur de se faire une opinion sur ce problème d'actualité".

(Roger BONNET, Témoignage Chrétien) 14 F

FRED J. COOK

les vautours
de la guerre froide

Introduction de Bertrand Russel

"Dossiers des Lettres Nouvelles"

Un document terrifiant sur la menace de guerre permanente provoquée aux Etats-Unis par le "complexe militaire industriel" qui refuse de ralentir sa cadence de production.

18,90 F

ALBERT-PAUL LENTIN

le dernier
quart d'heure

"Il paraît qu'il y a en circulation deux cents livres sur la guerre d'Algérie, que l'auteur du tout dernier A.P. Lentin ne s'inquiète pas : il apporte du neuf".

(Jerome C. Le Canard Enchaîné) 17,60 F

Il y a 21 ans...

LE GHETTO DE VARSOVIE

LA mort d'un homme nous bouleverse. La mort de milliers d'hommes ne devient le plus souvent qu'affaire de statistiques !

A moins que la mémoire des vivants ne continue à être concernée par le souvenir.

En notre temps où bien des jeunes ignorent les faits les plus importants de l'histoire contemporaine, il est de notre devoir de les leur expliquer et de leur faire comprendre combien ils nous ont engagés dans le combat que nous menons pour le triomphe de nos idéaux.

Aujourd'hui, par exemple, nous devons leur dire ce que furent à Varsovie ces jours du 23 avril au 16 mai 1943.

La suppression radicale du juif

Nous pourrions alors leur montrer les conséquences de ce phénomène sinistre qui, plusieurs années avant la deuxième guerre mondiale, s'est développé en Allemagne et que l'on appelle l'antisémitisme.

Prônée par les nazis bien sûr, mais appliquée avec la complicité tacite de l'immense majorité d'un peuple, commença alors l'utilisation d'une méthode systématique ayant pour but la suppression radicale des Juifs.

Elimination dans le domaine économique pour commencer, puis isolément sur le plan sentimental, et par une législation d'exception avec les lois raciales de 1935. On commençait par interdire l'accès des théâtres, des cinémas, des trains, des forêts, on créait la ségrégation, les insignes individuels.

On préparait les « ghettos » et l'extermination.

La seconde guerre mondiale devait en conclusion de cet engrenage entraîner la mort de 4.500.000 Juifs, selon les chiffres donnés à Nüremberg par l'expert Reitlinger.

Aux 160.000 Juifs allemands devaient s'ajouter :

60.000 Juifs autrichiens ;

230.000 Juifs tchèques ;

60.000 Juifs français ;

104.000 Juifs hollandais ;

220.000 Juifs roumains ;

750.000 Juifs russes ;

2.500.000 Juifs polonais.

Parmi ces derniers, ceux que nous honorons aujourd'hui, ceux du « quadrilatère muré » de Varsovie, long de 4 kilomètres, large de 2,5 kilomètres et qui de 400.000 se retrouvèrent 60.000 ce 23 avril 1943.

A l'assaut final des SS ils opposèrent leur choix volontaire d'une mort de combattant. Et, loques humaines, ils puisèrent en eux-mêmes le courage de choisir leur mort pour que, après eux, soit connue leur longue et atroce agonie.

Un conflit éternel

On sait maintenant ce que fut leur résistance et avec quel degré de barbarie les SS réduisirent le ghetto, cave après cave. On sait que ces jours-là 55.000 Juifs périrent.

Ceux-ci par leur mort engagèrent l'humanité tout entière. Le sens de leur lutte dépassait de beaucoup leur situation particulière. Ils

portaient témoignage du conflit éternel entre le bien et le mal. Ils tombaient pour des lendemains plus justes. Des lendemains que nous devons construire, nous, socialistes, pour que partout la dignité de l'homme s'impose contre les égoïsmes.

Vercors a écrit « qu'au temps de la violence il n'était pas facile de penser juste ».

Convenons que cet état d'esprit qui porte certains individus au jugement de haine contre les Juifs, les Noirs, les Arabes, marque encore trop profondément notre génération.

Un racisme inavoué mais tenace

Tant d'horreurs et tant de morts n'ont pas encore anéanti le racisme. Et bien des responsables politiques continuent à approuver, de par le monde, ces crimes d'hier, lorsqu'ils ne ferment pas les yeux ou n'encouragent pas des crimes semblables aujourd'hui encore.

L'une des missions du socialisme est de lutter sans cesse contre cette aberration mentale qui sert d'alibi à la libération des instincts les plus bas de l'homme ; contre ce racisme, souvent inavoué mais tenace.

Et cette lutte doit se livrer au grand jour, dénonçant le mal, là où il se trouve, même si des pays socialistes ont encore à le connaître.

C'est en militant de cette sorte qu'on est un homme de gauche. De Dreyfus à Varsovie. Des « tortures » de la guerre d'Algérie à la lutte contre « l'apartheid ».